UICN
Union mondiale pour la nature

TRAVAILLER POUR LA CONSERVATION

Rapport de Programme 2006

PRÉAMBULE

Le Rapport de Programme 2006 fournit un résumé des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme 2005–2008 de l'UICN ; il est particulièrement destiné à l'intention des donateurs cadres et des organisations membres de l'Union mondiale pour la nature. Bien que ce rapport présente des résultats concrets et des impacts de notre travail, un compte-rendu mesurable de nos réalisations va dépendre dans une large mesure d'un glissement progressif de notre Programme actuel, basé sur des objectifs, vers un Programme orienté sur des résultats. Le Programme 2009–2012 de l'UICN, qui devra être ratifié par l'Assemblée des membres en octobre 2008, sera structuré de façon à garantir qu'à l'avenir les rapports de l'UICN accordent la priorité aux résultats, aux réalisations et aux impacts de ses activités thématiques et régionales.

RÉSUMÉ

Le Programme UICN 2005–2008 a entrepris de produire des résultats dans six domaines principaux, sur la base du principe qui veut qu'en améliorant la connaissance et la gouvernance et en fournissant aux gens les moyens nécessaires, on génère des améliorations substantielles du bien-être de la nature et des hommes. Cette approche permet à l'Union de planifier et de mettre en œuvre efficacement son travail.

Il y a cependant une autre manière de présenter ceci : en identifiant comment la conservation contribue à répondre aux autres préoccupations sociétales et comment nous pouvons aider à relever de plus vastes défis, précisément parce qu'ils ont aujourd'hui des impacts considérables sur la gestion durable de nos ressources naturelles.

L'UICN poursuit sa double tâche : le facilitateur qui jette des ponts entre différentes communautés et différents problèmes, et l'entrepreneur qui travaille pour agir avec une large palette d'acteurs. Ce rapport montre la nécessité des efforts de conservation et en prouve les succès ; il souligne en outre leur pertinence face aux problèmes immédiats que sont les changements climatiques, la pauvreté, l'assainissement «vert» des économies et des marchés, et les voies plus efficaces de coopérer au niveau international.

TABLE DES MATIÈRES

P.2 AVANT-PROPOS
P.3 PRÉFACE
P.4 NOS SIX COMMISSIONS CLARIFIENT LES AGENDAS MONDIAUX DE LA CONSERVATION
P.6 NOS MEMBRES
P.7 NOS DONATEURS ET PARTENAIRES
P.10 TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2006
P.18 PUBLICATIONS CLÉS ET RAPPORTS CRUCIAUX

P.19 TRAVAILLER SUR LES DÉFIS MONDIAUX
P.20 S'ATTAQUER À LA PAUVRETÉ
P.22 FAIRE COMPRENDRE LA VALEUR DE LA NATURE
P.25 STABILISER LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
P.27 AMÉLIORER LA GOUVERNANCE ET LA DÉMOCRATIE

P.31 TRAVAILLER SUR LES PRIORITÉS RÉGIONALES
P.32 L'AFRIQUE
P.34 LES AMÉRIQUES
P.36 L'ASIE
P.38 L'ASIE CENTRALE ET OCCIDENTALE – L'AFRIQUE DU NORD
P.40 L'EUROPE, LA RUSSIE ET LA CEI
P.42 LA MÉDITERRANÉE
P.43 L'OCÉANIE

P.44 BILAN FINANCIER 2006

AVANT-PROPOS

Comme j'ai débuté à la tête de cette merveilleuse organisation en janvier 2007, ce rapport de Programme pour l'année 2006 se doit de commencer par des mots de remerciements envers notre précédent Directeur Général, Achim Steiner, et envers Ibrahim Thiaw, Directeur Général faisant fonction durant la seconde moitié de l'année.

Achim a accompli un travail remarquable en remettant l'Union à sa place de leader dans les domaines de la pratique, de la science et de la politique de conservation et du développement durable. De plus, Ibrahim et lui ont remis le rôle unique de l'UICN sur le devant de la scène : ils ont conservé notre priorité quant au rôle vital de l'Union, qui se veut une plateforme d'échange et de collaboration entre nos experts volontaires des Commissions de l'UICN et nos organisations membres, en vue de s'attaquer aux défis actuels de la conservation.

Ce compte-rendu montre quels résultats l'Union peut produire lorsque membres, commissions, partenaires et secrétariat travaillent de concert pour trouver un consensus scientifique, formuler des conseils politiques solides et créer des partenariats adaptés aux défis de la conservation sur le terrain.

Ces résultats prouvent également que le Programme de l'UICN de 2005 à 2008, adopté par les membres à notre Congrès de Bangkok en 2004, fut une amélioration majeure par rapport aux plans antérieurs : il a prévu une collaboration sur un large registre de priorités locales et globales en matière de conservation, pour susciter un changement vers notre vision.

Cependant, nous devons admettre qu'il reste beaucoup à faire pour traduire nos actions en impacts réels. Pour cela, nous devons réfréner notre tendance à vouloir représenter trop de choses pour trop de personnes et relever le défi qui consiste à prouver la pertinence de la conservation par rapport aux autres questions sociétales.

Lorsque nous parcourons ce rapport de Programme 2006 avec, en perspective, le prochain Congrès mondial de la nature en octobre 2008 à Barcelone, en Espagne, et les consultations régionales des membres qui le précéderont, je suis sûre que le Programme 2009–2012 de l'UICN représentera encore un grand saut en avant.

Un Secrétariat efficace et compétent est une des conditions pour réussir cette évolution vers un niveau supérieur.

Quelques-uns des changements requis sont déjà en cours, et je puis vous assurer que nous allons continuer d'apporter les modifications nécessaires dans nos opérations, de manière à ce que la promesse que nous avons faite à nos membres et au monde en général devienne une réalité.

Un Programme passionnant et bien focalisé, mis en œuvre par un Secrétariat extrêmement professionnel, va poursuivre la trajectoire que j'ai été amenée à diriger et dont j'ai la conviction qu'il constitue le souhait fondamental de tous nos membres : replacer l'Union au sommet de la prise de décision et de l'action dans les domaines de la conservation et du développement durable.

J'ai l'intime conviction que c'est là notre place véritable et que nous pouvons y être avant longtemps !

Julia Marton-Lefèvre
Directeur Général

PRÉFACE

Au début de 2006, j'ai rencontré des communautés locales dont les moyens d'existence avaient été améliorés et j'ai vu des populations d'oiseaux qui avaient prospéré grâce à la restauration de leur écosystème dans le Delta du Sénégal. C'était une preuve visible de la manière dont une bonne gestion de l'écosystème peut améliorer à la fois le bien-être de l'homme et celui de l'environnement.

Au cours de ce même voyage, j'ai rencontré le Président de Mauritanie. Il a demandé que l'Union mondiale pour la nature fasse usage de son pouvoir de rassemblement et de sa crédibilité scientifique pour contribuer à aider dans un dossier complexe et controversé d'exploitation de pétrole et de gaz offshore et des impacts potentiels sur l'environnement et sur les moyens d'existence locaux.

En l'espace de seulement quelques jours, j'ai été confronté à un échantillon des domaines dans lesquels s'engage le Programme de l'UICN – de la gestion de ressources par les communautés locales à la gestion de bassin fluvial et aux politiques énergétiques et de développement nationales et internationales.

Vous trouverez dans ce compte-rendu de nombreux exemples illustrant la manière dont le Programme fait le lien entre le travail central de l'UICN sur la diversité biologique et les processus sociaux et économiques qui ont un impact sur l'environnement naturel. L'UICN réalise ceci en apportant une valeur ajoutée à ses membres et partenaires, en liant la pratique et la politique, en partageant les connaissances et en renforçant les capacités d'acteurs clés dans le domaine du développement durable.

Le rapport de Programme 2006 nous encourage à réfléchir aux progrès que nous avons accomplis dans le cadre du Programme UICN 2005–2008. Il nous rappelle également de faire usage des leçons apprises jusqu'ici en planifiant le Programme suivant. Nous avons fait des progrès considérables dans la réalisation de notre pleine capacité à catalyser un changement global, mais déterminer les domaines sur lesquels nous devons nous concentrer reste un défi en raison du nombre et de la complexité des problèmes environnementaux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

Notre réponse à l'intérêt croissant pour le changement climatique est un bon exemple de la manière dont l'UICN s'adapte pour aborder les questions d'importance sociétale. Le réchauffement global a un impact direct sur la diversité biologique et opère de concert avec d'autres facteurs tels que l'aménagement du territoire et les espèces invasives pour perturber le fonctionnement des écosystèmes. Mais où l'UICN doit-elle placer son effort ? Promouvoir la diminution des émissions de gaz à effet de serre ? Aider à développer des mécanismes de marché pour la monétisation des crédits carbone ? Travailler avec des scientifiques et des sociétés pour développer et partager des technologies ? Ou réduire les émissions qui résultent de la déforestation et de la dégradation des écosystèmes ? Trouver le juste milieu entre ces questions et être capable de générer un changement est un défi clé.

A mi-chemin du Programme 2005–2008, j'ai noté trois domaines où il faut nous investir si nous voulons atteindre nos objectifs. Des décisions solides pour la conservation et le développement dépendent d'informations et de connaissances sur la diversité biologique qui soient sûres, utilisables, précises et opportunes. Nous avons fait des progrès substantiels grâce au Service d'Information sur les espèces, à l'Initiative du Patrimoine de connaissances pour la nature et à d'autres outils, mais bien des ressources manquent pour permettre aux membres de l'UICN, aux Commissions, aux partenaires et au Secrétariat de centraliser les connaissances en matière de diversité biologique et de les rendre plus accessibles à une large palette d'acteurs.

Les investissements de l'UICN dans de nouveaux domaines de travail et dans de nouvelles façons de gérer les affaires aident à intégrer le travail des membres, des Commissions et du Secrétariat dans des domaines tels que la réduction de la pauvreté par la conservation et l'énergie, les écosystèmes et les moyens d'existence, et l'engagement du monde des affaires comme force positive pour la conservation de la diversité biologique. Mais il faudrait un investissement plus important pour développer ces efforts à un niveau qui puisse avoir un impact global.

Enfin, la réalisation de notre Programme et une meilleure présentation de notre responsabilité financière et de résultats précis exigent des systèmes améliorés de technologie de l'information afin de tirer profit des développements récents et d'accroître notre efficacité.

William Jackson
Directeur du Programme mondial

NOS SIX COMMISSIONS CLARIFIENT LES AGENDAS MONDIAUX DE LA CONSERVATION

Les Commissions de l'UICN réunissent 10.000 experts bénévoles, issus d'une vaste palette de disciplines, qui évaluent l'état des ressources naturelles du monde et procurent à l'Union un solide savoir-faire et des conseils de politique sur les questions de conservation. Par l'amélioration des connaissances et de l'information dans leurs spécialités, les Commissions mettent en lumière les puissantes connections entre les disciplines et informent le niveau décisionnel sur la façon de faire et les politiques en matière de gestion des ressources naturelles.

Holly T. Dublin, Présidente de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE)

Lorsqu'on s'occupe d'espèces individuelles, l'impact de notre travail est souvent difficile à prouver, ou il ne deviendra évident que dans les années à venir. Ceci étant dit, nous avons tout de même fait de notables progrès. Nous avons obtenu un mandat pour la fourniture d'indicateurs de diversité biologique basés sur les espèces, fondés sur la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées, en vue de mesurer l'évolution par rapport à l'objectif de 2010. La Liste rouge 2006 a généré six fois plus de visites sur le site web, et a haussé l'image médiatique de la Commission et de la Liste rouge, devenue la norme mondiale de présentation du statut de conservation de plus de 40.000 espèces. De l'évaluation, nous sommes passés à l'action.

Le Groupe de spécialistes de médecine vétérinaire contribue à faire retirer le produit pharmaceutique responsable de la réduction de plus de 90 pourcents des vautours sud asiatiques et à attirer l'attention de l'industrie pharmaceutique sur les risques futurs d'un scénario similaire provoqué par d'autres drogues. La toute première réunion des 13 états de l'aire de répartition de l'éléphant d'Asie s'est attelée aux menaces pesant sur le plus grand mammifère du continent. Une stratégie continentale pour la conservation des lions africains a été acceptée. Les Groupes de spécialistes et leurs partenaires continuent de se préoccuper de l'extinction critique des amphibiens. Nous établissons à présent des bases scientifiques solides pour planifier l'adaptation aux changements climatiques en identifiant les espèces les plus vulnérables et les raisons. Et nous nettoyons aussi devant notre porte : la CSE est devenu la première Commission à compenser ses émissions de carbone.

La CSE a hâte de se renforcer en vue de fournir l'information, la connaissance et l'expertise requises pour guider les prises de décisions et les actions requises pour sauvegarder la diversité biologique, et pour renforcer notre capacité de prendre à bras le corps les défis émergents.

Nik Lopoukhine, Président de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP)

La Commission mondiale des aires protégées planifie des approches novatrices pour assurer que les aires protégées – les joyaux inestimables de notre planète – soient conservées au bénéfice des générations futures et participent au bien-être des gens qui en dépendent.

En juin, le Forum mondial de gouvernance des aires protégées s'est concentré sur le rôle des aires protégées dans l'amélioration de la santé, les financements novateurs et la gestion efficace. L'initiative *Healthy Parks, Healthy People* des Parcs de Victoria en Australie intègre la santé humaine dans toutes les facettes de la gestion des aires protégées. Au travers de son vaste réseau, la CMAP vise à faire de telles initiatives la norme plutôt que l'exception.

La CMAP continue à piloter le Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique. Il a réalisé en Asie de l'Est la mise à jour du Plan d'action régional pour les aires protégées en tant que modèle d'action jusqu'en 2010. Nous avons également incité les parties prenantes à faire usage de la connectivité des aires protégées de montagne pour atténuer les impacts des changements climatiques.

Enfin, nous œuvrons à la constitution d'un futur vivier d'experts en impliquant la jeunesse, par exemple lors du Forum des jeunes. Ce sont les futurs professionnels des aires protégées qui auront besoin – ou qui pourraient découvrir – des outils nécessaires pour s'attaquer aux défis du 21ème siècle.

Sheila Abed de Zavala, Présidente de la Commission du droit de l'environnement (CDDE)

La CDDE est en train de vivre des changements dynamiques : 450 membres venus d'une gamme variée de Groupes de spécialistes travaillent à la promotion de la législation environnementale au sein de leur domaine d'expertise. Avec notre plan d'action en main, et après les réunions annuelles des présidents de Groupes de spécialistes, nous prêtons une attention toute particulière aux Résolutions et aux Recommandations du prochain Congrès.

En 2006, nous avons développé un Code éthique pour la diversité biologique qui est revu actuellement pour en faire un « Code des codes » de référence qui pourra être appliqué aux niveaux local, régional et national. Nous travaillons plus étroitement avec les autres Commissions, par exemple sur les lignes directrices du principe de précaution, sur les questions légales relatives aux aires protégées telles que le régime foncier, et sur d'autres aspects légaux de leur travail.

Lors de mon élection, j'ai pris l'engagement de servir l'ensemble des membres de l'UICN. Nous avons donc invité les membres à exprimer leurs besoins en matière de conseils juridiques par écrit et, lors de deux réunions en Afrique et en Amérique du Sud, nous avons demandé à de jeunes juristes de nous soumettre leurs publications et de travailler avec nous sur les défis légaux les plus pressants.

Grâce à de tels changements, la CDDE reste le réseau de l'excellence juridique tout en améliorant son appui au travail de l'Union toute entière.

Keith Wheeler, Président de la Commission de l'éducation et de la communication (CEC)

Les Commissions contribuent à modeler l'Union et aident l'Union à modeler le monde. La CEC explore activement les moyens de réaliser effectivement ce « modelage ». Cheminant par essais et erreurs, nous avons expérimenté ce qui marche pour nous et pour l'Union et nous permet d'orienter les populations, les organisations et les sociétés vers des solutions durables.

Nous allons focaliser notre énergie sur quelques-unes des réponses : dialogue pour la création conjointe de réalisations stratégiques, constitution d'un capital social qui augmente notre capacité à rapprocher connaissance et action, davantage d'innovations et d'expériences en vue d'une meilleure mise en œuvre.

En attendant, nous avons aussi réalisé des progrès concrets. Avec l'Université des Nations Unies, nous proposons des certificats d'études qui font le lien, par l'enseignement à distance, entre le Programme de l'UICN et un réseau d'universités à travers le monde. Dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable, nous avons contribué au processus de l'UNECE en Europe et, avec des partenaires de la région Asie-Pacifique, nous avons développé des indicateurs pour mieux mesurer l'impact de la Décennie.

Pour la Convention sur la diversité biologique, nous avons développé un « coffre à outils » réclamé par les coordinateurs, qui les aide à rendre les Stratégies nationales pour la biodiversité et leurs Plans d'action plus efficaces. Un autre point fort est notre travail pour reconnecter la jeunesse avec la nature et encourager ainsi une citoyenneté responsable et sensible à l'environnement.

Nous nous réjouissons de poursuivre ce parcours instructif avec vous et de nous remodeler de manière à créer ensemble, le plus efficacement possible, le monde dans lequel nous voulons vivre.

Taghi Farvar, Président de la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CPEES)

Nous nous intéressons aux préoccupations des communautés et des sociétés en ce qui concerne le lien entre la conservation et les aspects socio-économiques et culturels cruciaux ; nous travaillons donc à améliorer la gestion des ressources naturelles dans différents secteurs et à différents niveaux.

Nous avons encouragé une plus grande implication des communautés dans la gestion des aires protégées et les impacts de l'exploitation minière, ce qui est aussi un moyen de réduire la pauvreté. Nous avons épaulé des réseaux régionaux et renforcé leur capacité à co-gérer des aires protégées marines en Afrique de l'Ouest, des aires protégées en Asie du Sud-Est, des forêts naturelles en Chine et des résolutions de conflits autour de ressources naturelles en Afghanistan et à Madagascar.

Plus spécifiquement, nous avons aidé à transformer le savoir et les usages traditionnels en matière de gestion en dispositions efficaces : nous avons fait cela sur le terrain en Iran, en Afghanistan et au Maroc, dans le domaine politique en Iran, dans celui du tourisme à l'échelle mondiale pour le Conseil d'Administration du PNUE, et pour l'exploration pétrolière en Afrique de l'Ouest et de l'Est. Nous avons été impliqués dans les questions d'exploitation minière aux Philippines, dans la réaction d'urgence à la marée noire au Liban et dans le forum mondial des pasteurs nomades.

Avec la CMAP, nous avons réalisé cinq évaluations régionales d'aires conservées par les communautés et, dans neuf pays européens, nous avons entamé des initiatives de recherche d'action participative sur la gouvernance de la diversité biologique. Nous attendons encore certains résultats, mais notre Commission a fait la preuve en 2006 qu'elle restait un élément important de la trame de l'Union.

Hillary Masundire, Président de la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE)

Ce n'est pas sans une certaine fierté que j'ose affirmer qu'en 2006 la CGE a trouvé le moyen de devenir une communauté plus respectée, dynamique et efficace de scientifiques et de praticiens.

Nous avons constitué une base de données des expertises de nos membres qui nous permet de mieux interagir les uns avec les autres et de fournir de meilleurs services à l'Union : 80% de nos membres ont confirmé leur intérêt de participer activement au travail de l'UICN dans les domaines des sciences, de la pratique et de la politique de l'approche écosystémique.

Nous avons beaucoup à offrir. La Convention sur la diversité biologique a reconnu la CGE comme un promoteur clé de l'approche écosystémique. Nous avons formé des gestionnaires d'aires protégées vietnamiens, publié *Ecosystems, Livelihoods and Disasters* avec un groupe d'organisations post-désastres, et aidé l'Union à montrer la richesse cachée de la diversité biologique les zones arides. Nous avons entamé l'identification d'indicateurs de santé des écosystèmes et nous avons contribué, par nos connaissances, à deux initiatives majeures de l'UICN : *Livelihoods and Landscapes* et *Mangroves for the Future.*

Nous allons conserver cette trajectoire afin de présenter au Congrès de Barcelone une commission énergique et déterminée qui développe et partage avec efficacité la science et la pratique de l'approche écosystémique. Je me réjouis d'avance de vous y rencontrer.

NOS MEMBRES *Unifier le mouvement pour la conservation*

LES MEMBRES DE L'UICN AU 31 DÉCEMBRE 2006

Etats membres	*82*
Organismes gouvernementaux	*108*
Organisations nationales non gouvernementales	*734*
Organisations internationales non gouvernementales	*81*
Membres affiliés	*32*
TOTAL	*1037*

Les organisations continuent à percevoir la valeur d'une Union mondiale qui permet à ses membres d'interagir, d'accéder à l'information, de rejoindre des réseaux travaillant sur les questions de politique et de créer de nouveaux partenariats. Elles sont convaincues qu'elles peuvent accroître leur impact et leur portée grâce à l'UICN. Nombreuses sont celles qui trouvent que l'Union tient ses promesses et reste engagée activement dans ses réseaux.

Bien sûr, chaque année aussi, des membres quittent l'UICN. Bien qu'un certain taux de renouvellement soit normal et nécessaire, nous devons faire particulièrement attention à ceux qui quittent l'Union déçus. Nous savons que certains partent parce qu'ils n'ont pas trouvé les avantages qu'ils cherchaient. Nos oreilles attentives ont capté ce message, et nous nous efforçons d'offrir des services meilleurs et plus transparents.

Nous faisons davantage pour comprendre les besoins de nos membres et nous nous basons activement sur cette information pour les impliquer dans les activités programmatiques de l'Union à l'échelle mondiale. Nous inaugurons aussi de nouveaux canaux de communication : cette année, par exemple, nous avons organisé la première discussion en ligne sur le portail de nos membres. En 2006, nous avons également organisé la toute première réunion des Comités nationaux et régionaux en vue de clarifier le rôle de ces Comités, d'identifier comment nous pouvons mieux communiquer avec eux et avec nos membres et comment les Comités peuvent jeter des ponts entre pays et régions.

En 2007, notre engagement va encore s'intensifier avec les réunions régionales préparatoires au 4ème Congrès mondial de la nature de l'UICN. Nous avons l'intention de mettre en place d'autres mécanismes permettant d'assurer que chaque membre trouve dans l'Union une plateforme de discussion et de collaboration, où chacun contribue à sa manière propre à notre objectif commun : un monde diversifié et durable.

NOS DONATEURS ET PARTENAIRES

Le travail de l'Union mondiale pour la nature n'est possible que grâce à la générosité, au crédit et à la confiance que nous accorde un nombre croissant de donateurs et de partenaires : gouvernements, agences de coopération bilatérale, institutions multilatérales et intergouvernementales, conventions internationales, organisations non gouvernementales, fondations, entreprises et particuliers.

L'UICN ne peut ici rendre compte de toutes les contributions. Aussi, seules les contributions supérieures à 250.000 CHF ont été inclues dans ce rapport. L'UICN voudrait saisir cette occasion pour remercier tous ceux qui ont soutenu son travail en 2006.

L'UICN souhaiterait particulièrement remercier ses donateurs-cadres pour le support qu'ils n'ont pas cessé de lui apporter : le Canada (ACDI), le Danemark (Danida), la France (Ministère des Affaires étrangères et Ministère de l'écologie et du développement durable), les Pays-Bas (DGIS), la Norvège (Norad), la Suède (Sida) et la Suisse (DDC).

Les donateurs-cadres fournissent le financement de base qui permet la mise en œuvre du Programme de l'UICN pour la période 2005–2008. Le financement fourni par les donateurs-cadres constitue les fondations vitales sur lesquelles l'Union base la réalisation de ses actions dans les domaines de la sauvegarde des espèces, des aires protégées, de la conservation des forêts, etc. Ce type de support promeut également le développement de programmes nouveaux dans des domaines tels que le changement climatique, la pauvreté, ou l'énergie et les marchés verts, ce qui permet à l'UICN de s'attaquer de manière plus effective et plus efficace aux menaces sur la durabilité.

NOS DONATEURS

Accords-cadres

Agence canadienne de développement international

Ministère des Affaires étrangères, Danemark

Ministère des Affaires étrangères - Direction générale de la Coopération internationale et du Développement (DGCID)

Ministère de l'Ecologie et du Développement durable, France

Ministère des Affaires étrangères, Direction générale pour la coopération internationale (DGIS), Pays-Bas

Agence norvégienne pour la coopération au développement

Agence suédoise pour la coopération au développement international

Direction du développement et de la coopération, Suisse

Contributions volontaires de la part de :

Ministère des Affaires étrangères, Direction générale pour la coopération au développement, Italie

Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique

Agences gouvernementales

Ministère de l'Environnement et du Tourisme, gouvernement de la République d'Afrique du Sud

Ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales, Royaume-Uni

Département du développement international, Royaume-Uni

Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement, Allemagne

Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sûreté nucléaire, Allemagne

Commission des forêts, Ghana

Centre de recherches pour le développement international, Canada

Ministère des Affaires étrangères, Finlande

Ministère de l'agriculture, de la gestion de la nature et de la qualité alimentaire, Pays-Bas

Ministère de l'Environnement, Espagne

Ministère régional de l'Environnement, gouvernement de l'Andalousie, Espagne

Secrétarait d'Etat à l'économie, Suisse

Agence pour le développement international, Etats-Unis d'Amérique

Institutions, organisations et conventions multilatérales

Banque asiatique de développement

Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction

Commission européenne

Fonds pour l'environnement mondial

Organisation internationale des bois tropicaux

Convention de Ramsar sur les zones humides

Programme des Nations Unies pour le développement

Programme des Nations Unies pour l'environnement

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Le Groupe de la Banque mondiale

Organisations non gouvernementales, fondations et entreprises

Buffet Foundation

Conservation International

Fondation Internationale du Banc d'Arguin

Ford Foundation

Comité national néerlandais pour l'UICN

MAVA Fondation pour la Protection de la Nature

Sakhalin Energy Investment Company Ltd

W.K. Kellogg Foundation

Fonds mondial pour la nature

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2006

COUP D'ŒIL AU SEIN DE LA LIGUE ARABE
3 janvier – Le Conseil des Ministres Arabes responsables de l'environnement dans la Ligue Arabe accorde le statut d'observateur à l'UICN, représentée par son Bureau régional pour l'Asie centrale et occidentale et pour l'Afrique du Nord.

SAUVER LE ROI DE L'AFRIQUE
13 janvier – L'UICN et ses partenaires convoquent une réunion avec les gouvernements qui ont entériné une nouvelle stratégie pour sauver le lion en Afrique de l'Est et du Sud.

ESPOIRS POUR L'ÉLÉPHANT D'ASIE
27 janvier – L'UICN aide l'ensemble des 13 états de l'aire de répartition de l'éléphant d'Asie à s'attaquer aux menaces qui poussent le plus grand mammifère du continent au seuil de l'extinction.

TROP FRAGILE MALGRÉ SA CARAPACE
2 février – L'UICN découvre que la tortue chélodine de McCord *Chelodina mccordi* d'Indonésie a pratiquement disparu à l'état sauvage en raison des captures illégales et du commerce de ce reptile endémique.

UNE HISTOIRE QUI AIGUILLONNE
20 février – Sur la base des observations scientifiques du statut de conservation de ces espèces dans les eaux de l'Atlantique et en Méditerranée, l'UICN prédit que le nombre d'espèces de requins et de raies sur la Liste rouge des espèces menacées va augmenter.

PENSER RURAL, AGIR URBAIN
28 février – Le Président de l'UICN, Valli Moosa, souligne le rôle décisif des villes en matière de conservation de la diversité biologique ; c'est là, dit-il, que la lutte pour sauver la terre sera gagnée ou perdue.

TRAQUER ET SÉVIR
3 mars – L'Union mondiale pour la nature aide un groupe de travail à lancer une base de données globale afin de traquer les bateaux de pêche illégaux, et d'établir de nouvelles lignes directrices pour les organismes de contrôle des pêches afin de gérer les ressources en haute mer.

RÉGIME FONCIER ET COUPES ILLÉGALES DE BOIS
10 mars – L'Union mondiale pour la nature découvre des liens directs entre coupes de bois illégales, insécurité du régime foncier et corruption ; elle montre comment la bonne gouvernance et l'application des lois forestières peuvent inverser la tendance.

ROBUSTE RÉTABLISSEMENT RÉCIFAL
14 mars – Dans le rapport le plus complet à ce jour, l'UICN dévoile que la plupart des récifs coralliens de l'océan Indien ont été épargnés par les dégâts causés par le tsunami et pourraient se rétablir naturellement au cours des cinq à dix prochaines années si les dommages causés par les activités humaines peuvent être réduits.

CLARIFIER LE RÔLE DES ARBRES
23 mars – L'Union mondiale pour la nature témoigne du rôle des forêts dans la réduction des désastres naturels causés par l'eau, afin de corriger des informations de presse déroutantes.

INVESTIR DANS LE VERT POUR UN COMPTE CRÉDITEUR
29 mars – Le Directeur Général de l'UICN, Achim Steiner, déclare aux ministres au cours de la réunion de la Convention sur la diversité biologique au Brésil que « l'environnement ne doit plus être considéré comme un coût, mais plutôt comme un investissement dans le développement ».

FAIRE RESPECTER LES TRADITIONS
23 avril – L'Union mondiale pour la nature et ses partenaires travaillent avec des leaders chinois pour mettre en pratique la conservation de « nombreuses espèces médicinales fortement menacées ».

LE PÉTROLE ET LES EAUX DU BAÏKAL NE SE MÉLANGERONT PAS EN RUSSIE
28 avril – Suite aux avis de scientifiques et à la désignation du site par l'Union mondiale pour la nature, le Président Vladimir Poutine annonce que le pipeline pétrolier controversé, qui serait passé au travers du site du patrimoine mondial du lac Baïkal, sera dérouté pour éviter le risque d'impacts potentiels graves sur le lac d'eau douce le plus ancien et le plus profond du monde.

LE POUVOIR AUX GENS QUI COMPTENT SUR LA FORÊT
4 mai – Une coalition bien informée par l'Union mondiale pour la nature lance une initiative internationale plaidant pour des droits communautaires mieux établis au bénéfice des 1,6 milliard d'hommes qui vivent dans la forêt et qui devraient en détenir et en préserver l'usage.

REPÉRÉ
17 mai – Après un déclin de plusieurs décennies, des baleines du Groenland, en danger critique d'extinction, ont été aperçues par des scientifiques de l'UICN dans les eaux arctiques, ce qui donne une lueur d'espoir quant à leur rétablissement.

PNUD + UICN = OMD
1 juin – L'Union mondiale pour la nature et le Programme des Nations Unies pour le développement signent un nouvel accord pour améliorer leur collaboration pour des études, des politiques et des programmes scientifiques.

CULTIVER LES TERRES ARIDES
30 juin – L'Union mondiale pour la nature tire parti de ses études économiques et écologiques pour inciter les nations à investir davantage dans la « richesse cachée des zones arides » qui couvrent les trois quarts

du Kenya, les quatre cinquièmes de l'Asie centrale et les neuf dixièmes de la Jordanie.

RETIRER LES CHALUTIERS
5 juillet – À la suite d'études de l'UICN, quatre grandes sociétés de pêche annoncent l'arrêt volontaire de la pêche au chalut dans 11 zones pélagiques de l'océan Indien méridional en vue de protéger et conserver la diversité biologique des fonds marins.

IMPACTS HUMAINS DES CATASTROPHES « NATURELLES »
30 août – L'Union mondiale pour la nature explique la manière dont les écosystèmes bien gérés réduisent l'impact des phénomènes naturels extrêmes et exhorte à une collaboration entre l'aide d'urgence et les experts de la conservation.

ATTAQUE AMPHIBIE
14 septembre – La Liste rouge de l'UICN des espèces méditerranéennes menacées révèle qu'un quart des amphibiens du bassin ainsi qu'un nombre important de reptiles pourraient disparaître bientôt.

LES MANGROVES ASSURENT L'AVENIR
15 septembre – Plus de 60 représentants de gouvernements et d'organisations internationales manifestent leur support vigoureux à l'Initiative *Mangroves for the Future* de l'UICN, un plan de gestion durable de la zone côtière dans les pays de l'océan Indien.

DONNER DES MOYENS AUX PAUVRES POUR ENRICHIR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE
21 septembre – L'Union mondiale pour la nature conclut sa conférence Biodiversité et Coopération européenne au Développement par un appel à « confier aux pauvres plus de contrôle sur les ressources naturelles afin de réduire la pauvreté et d'atteindre une utilisation durable de la diversité biologique ».

UNE VIE LUCRATIVE DANS LE DÉSERT DU KALAHARI
12 octobre – Valli Moosa, le Président de l'UICN, invite le Botswana à profiter de son désert en ajoutant que « dans l'économie de demain, le Kalahari pourrait s'avérer aussi précieux que des diamants ».

CHANTIER CHEZ LES GRUES
28 octobre – Pour la première fois depuis 1890, des grues blanches sauvages ont niché dans le Midwest américain grâce à l'aide de membres de la Commission de sauvegarde des espèces de l'UICN qui espèrent que les techniques utilisées vont pouvoir entraîner des succès semblables en Russie chez les grues de Sibérie.

BIENVENUE À BORD
8 novembre – La 66ème réunion du Conseil de l'UICN admet 27 nouveaux membres comprenant des agences gouvernementales, des ONG nationales et internationales, et des membres affiliés.

SOULEVER DES MONTAGNES POUR FAIRE BAISSER L'IMPACT CLIMATIQUE
13 novembre – Un atelier UICN sur les biomes de montagne propose une « connectivité montagnarde » pour amortir les impacts sur les espèces qui reculent et les glaciers qui fondent dans l'un des écosystèmes les plus vulnérables aux changements climatiques.

LE BLANCHIMENT DES CORAUX ENTACHE LES PAUVRES DE CE MONDE
16 novembre – L'Union mondiale pour la nature déclare que les changements climatiques mettent en danger, surtout dans les pays en développement, les moyens d'existence d'au moins 100 millions de personnes qui dépendent pour leur survie des produits et des services des récifs de coraux.

CHANGEZ MAINTENANT, « AU NOM DE LA JUSTICE »
17 novembre – A la clôture de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, l'Union mondiale pour la nature a demandé justice et fait appel à des investissements immédiats dans des mesures économiques efficaces adaptées aux futurs impacts des changements climatiques.

L'AFRIQUE DU NORD SE PRÉPARE AU BOOM TOURISTIQUE
5 décembre – L'UICN organise un atelier sur la manière dont l'Afrique du Nord peut élaborer un plan préparatoire qui lui permettra d'absorber de façon durable l'augmentation touristique sans précédent des décennies à venir : on prédit que le cap des 100 millions de visiteurs annuels sera atteint en 2025.

LES ÎLES PRÊTES À PRATIQUER L'APPROCHE ÉCOSYSTÉMIQUE
21 décembre – L'UICN montre comment l'approche écosystémique peut être utilisée comme cadre pour les propriétaires coutumiers et les consommateurs de ressources afin de contribuer à établir et gérer des aires protégées dans les Petits Etats insulaires.

REPÉRAGE MINUTIEUX DE TRACES DANS LA NATURE
21 décembre – Ibrahim Thiaw, Directeur Général de l'UICN faisant fonction, s'inquiète d'une année où les ressources naturelles furent exploitées « à une allure folle » par « l'unique espèce capable d'autodestruction ». Mais il se dit encouragé par des personnalités du monde politique et économique qui prennent position, et par une « prise de conscience nettement plus forte au sein du secteur privé ». Il a réclamé que tous les acteurs, membres et partenaires travaillent avec une ardeur renouvelée à la protection de la nature.

REPENSER LA CONSERVATION AU 21ÈME SIÈCLE

Le Conseil de l'UICN a entrepris de revigorer la puissance déclinante du concept de développement durable afin de relever les défis du 21ème siècle. L'objectif est d'identifier une vision, des solutions novatrices et un nouveau rôle de leader pour l'Union qui vont redynamiser les sociétés pour coopérer à un monde juste qui valorise et qui conserve la nature.

En janvier, le Conseil a convoqué une réunion de dirigeants dans les domaines économique, social et environnemental afin de concentrer leur matière grise et leur expérience sur la question fondamentale : Quel est l'avenir de la durabilité ?

Le premier résultat fut une synthèse de leurs idées[1]. Nous manquons hélas de données fiables pour mesurer nos progrès vers la durabilité, mais nous en avons assez pour savoir que l'urgence s'impose. Nous sommes témoins de nombreuses innovations prometteuses de la part d'entreprises sociales, de sociétés de pointe et de nouveaux partenariats, mais trop peu pour « verdir » fondamentalement l'économie mondiale. Nous entendons de nombreuses histoires sur les problèmes et trop peu sur les solutions que nous possédons déjà. Nous faisons appel aux cerveaux alors que nous devrions aussi conquérir les cœurs.

Par-dessus tout, les leaders ont transmis un sentiment d'urgence et une occasion pour l'UICN de convoquer, de modeler et de mener le débat en tant que laboratoire d'idées et d'agir comme une plateforme pour de nouveaux partenariats. Le débat en ligne sur la synthèse, dynamique et passionné, confirma alors le souhait que l'Union fasse preuve de son leadership intellectuel.

Sur la base de cette demande, le Conseil a demandé au Secrétariat de faire avancer le « Futur de la durabilité » et de le partager en externe en réunissant membres et partenaires. Une série de documents de travail et d'événements, qui viendront à leur apogée lors du 4ème Congrès mondial de la nature en 2008, est en préparation afin de développer et d'articuler une vision et une stratégie nouvelles pour la durabilité.

[1] http://www.iucn.org/en/news/archive/2006/06/iucn_future_of_sustanability.pdf

OUTILS ET SAVOIR-FAIRE POUR L'EAU ET LA NATURE

La gestion de l'eau s'est jusqu'ici concentrée sur l'eau potable et l'irrigation et a ignoré que les infrastructures naturelles gèrent, filtrent et distribuent l'eau tout en subvenant aux divers moyens d'existence en milieu rural. L'Initiative pour l'eau et la nature a montré la nécessité d'une gestion intégrée de toutes les ressources aquatiques, tant dans la pratique que dans les politiques.

A l'échelle mondiale, l'Initiative pour l'eau et la nature travaille avec plus de 80 membres et partenaires dans 13 bassins fluviaux. Les consommateurs d'eau et les organismes de contrôle trouvent les meilleurs systèmes pour distribuer et faire bon usage des maigres ressources en eau, ainsi que les outils économiques et légaux pour soutenir leur utilisation équitable. Ces expériences de terrain ont été combinées avec les connaissances scientifiques les plus avancées dans quatre « trousses à outils » pragmatiques qui proposent des solutions confirmées et d'instructives études de cas. Son dernier ouvrage, *PAY*, explique comment le fait de payer pour l'eau et pour les services rendus par l'écosystème, peut générer des avantages économiques pour des bénéficiaires en amont et en aval.

Grâce à notre savoir-faire, nous avons aussi cultivé la coopération transfrontalière en Afrique, où 230 millions de personnes sont confrontées au manque d'eau le long de rivières asséchées. L'UICN a réuni 30 décideurs provenant de 15 pays africains pour qu'ils appliquent la trousse à outils *VALUE* à la gestion de leur propre bassin fluvial. Chacun d'eux a développé un plan d'action sur la manière d'incorporer une comptabilité des services écosystémiques dans leur propre travail, comme la planification de nouveaux barrages sur la Volga ou l'évaluation environnementale stratégique du bassin du Nil.

Nous avons également contribué à assurer que les eaux continuent à couler dans les rivières au bénéfice de toutes les espèces, y compris la nôtre. Nous avons aidé des états rivaux sur les questions de l'eau et des consommateurs en concurrence à intégrer la méthodologie du flux environnemental dans leur gestion de l'eau. Nous avons formé des professionnels issus des pays se partageant le Limpopo à conduire des évaluations de flux. Et, en vertu de l'*Okavango Delta Shared and Common Vision*, nous avons poussé l'Angola, la Namibie et le Botswana à orienter leurs politiques, à fixer leurs priorités, et à satisfaire aux exigences écologiques de ce bassin versant éternel partagé par des millions de pauvres.

Le partage de notre expertise a connu son apogée lors du 4ème Forum mondial de l'eau à Mexico. Nous y avons fourni une plateforme d'échange où 10.000 professionnels de l'eau ont fait part de leur savoir-faire, et nous y avons montré comment les forêts, les zones humides et les sols peuvent assurer un approvisionnement durable en eau. L'UICN a également fourni une plateforme indépendante pour scientifiques, membres et bailleurs de fonds dans le but de réconcilier les factions idéologiques et de chercher des solutions pragmatiques pour la gestion des ressources en eau, la conservation, le contrôle de risque, la sécurité alimentaire, le développement, la distribution d'eau et les systèmes sanitaires.

APPROCHES PARTICIPATIVES POUR LES ARBRES ET LA COMMUNAUTÉ

Les forêts représentent des trésors de diversité biologique, de biens utiles et de services invisibles. Notre savoir-faire pour améliorer la responsabilisation des acteurs et la gouvernance nous a amenés à faire une nouvelle hypothèse : Livelihoods and Landscapes *est une série d'interventions qui tentent de montrer que les forêts peuvent être gérées à l'échelle du paysage à la fois pour leur valeur en termes de diversité biologique et pour leur potentiel économique.*

L'expérience internationale de l'UICN a montré que pour affronter les menaces qui pèsent sur la forêt, il est nécessaire de mettre en oeuvre toute une gamme d'approches basées sur la science et sur des partenariats locaux. Ceci nous a amenés à adopter une stratégie sur mesure pour évaluer le marché des produits forestiers non ligneux ainsi que la sagesse traditionnelle dans l'écorégion de l'Altaï-Sayan en Sibérie méridionale. Ou à constater que le site du Patrimoine mondial des forêts tropicales ombrophiles de Sumatra est menacé par l'empiètement agricole, la déforestation et les routes. Ou encore à aider des ministères, le monde industriel et la société civile à réaliser une restauration écologique au Ghana, où un taux annuel de déforestation de 3% a provoqué le recul du couvert forestier de 7,5 à 6,3 millions d'hectares en une seule décennie.

Une des solutions consiste à responsabiliser les parties prenantes, en reconnaissant tout particulièrement les droits et les moyens d'existence de ceux qui dépendent de la forêt. Au Bangladesh, nous avons formé 200 membres d'une communauté pour qu'ils puissent confectionner des poêles améliorés et augmenter les revenus provenant des plantes médicinales grâce à des banques de graines et des pépinières. En périphérie des dernières forêts indigènes du Kenya, là où 87% des gens vivent dans une extrême pauvreté, l'UICN a donné à la communauté des moyens d'agir grâce à l'apiculture, à des pépinières et à des systèmes de canalisation de l'eau. Au Ghana, au Cameroun, au Nigeria et en Tanzanie, nous travaillons en partenariat avec Unilever, le gouvernement et les communautés pour la récolte durable d'huile de graines d'*Allanblackia*, une alternative à l'huile de palme. Notre projet a généré un revenu total de 85.000 dollars US pour les 3.000 fermiers participants ; en 2011, il impliquera 30.000 fermiers pour un revenu total de 2.000.000 de dollars US.

Un autre aspect est l'amélioration de la gouvernance. La confiance entre les gouvernements, les entreprises et les communautés ainsi que l'accès de tous à une même information, sont des conditions indispensables si l'on veut s'attaquer aux abattages illégaux d'arbres. L'année dernière, nous avons collaboré avec tous les protagonistes afin d'améliorer l'application des lois forestières et la gestion des forêts au Ghana, en Russie, au Vietnam et en République Démocratique du Congo. Au Brésil, nous avons aidé des résidents et des sociétés forestières à faire usage d'un système de certification des forêts pour obtenir un accès équitable à de nouveaux marchés.

Sur cette base, l'UICN a lancé une initiative majeure appelée *Livelihoods and Landscapes*. Avec un financement du Gouvernement des Pays-Bas, elle permet à des communautés rurales pauvres d'élargir leurs options économiques tout en sauvegardant leurs forêts pour elles-mêmes et pour notre climat. L'UICN travaille également avec des gouvernements, sociétés et industries et collabore à la gestion durable des forêts dans l'optique d'une réduction de la pauvreté de 25%, de la création d'activités nouvelles et d'une économie nationale en croissance.

ENRICHIR LES JOYAUX DE LA COURONNE DU MONDE

L'un des services centraux rendus par l'Union est de fournir des conseils pour la conservation de paysages uniques et pour l'amélioration de leur gestion. Nous poursuivons notre travail avec la Convention du Patrimoine mondial pour l'identification des sites, et pour l'implication des partenaires et des communautés afin qu'ils assurent leur conservation effective et qu'ils continuent à élever leurs standards de gestion.

L'archipel de Kvarken, situé dans le Golfe de Botnie au large de la Finlande, comprend 5.600 îles et îlots qui couvrent un total de 194.400 hectares. L'archipel s'élève au-dessus de la mer par une surrection glacio-isostatique qui soulève le sol à une allure incroyablement rapide. Les rivages s'avancent, des îles apparaissent et s'unissent, des péninsules s'allongent et des lacs se transforment en marais et en tourbières. L'UICN a recommandé l'inscription de ce site au Comité du Patrimoine mondial, et les 336.900 hectares qu'il partage avec la Suède sont aujourd'hui classés en tant qu'Archipel de Kvarken/Haute Côte.

Au large des côtes colombiennes, le Sanctuaire de faune et de flore de Malpelo présente un habitat d'eau profonde, avec des parois abruptes et des grottes, qui est critique pour des espèces telles que des mérous lancéolés, des poissons à rostre, des odontospides féroces, des requins-marteaux, des requins soyeux, des requins-baleines et des thons. Malpelo abrite également des oiseaux menacés tels que des mouettes à queue fourchue, des fous masqués et des pétrels d'Hawaï. L'année passée, l'UICN a reconnu que ce Sanctuaire devait faire partie d'un corridor biologique marin d'une importance critique comprenant les sites du Patrimoine mondial des Galapagos, de l'île Cocos et de l'île de Coiba. Son étendue marine de 857.150 hectares est la plus vaste zone de non-pêche dans le Pacifique tropical oriental.

L'un des animaux les plus menacés et les plus charismatiques du monde vient de conquérir un refuge. Les Sanctuaires du grand panda du Sichuan s'étendent sur 924.500 hectares répartis entre sept réserves naturelles et neuf parcs paysagers dans les montagnes Qionglai et Jiajin. Il y a vingt ans, la Chine en avait soumis une version modeste à l'inscription par l'UNESCO, mais on l'exhorta à revenir avec une proposition globale plus ambitieuse. C'est ce qu'elle fit, et l'UICN contribua à l'inscription des Sanctuaires comme site du Patrimoine mondial. Il abrite un tiers de la population mondiale de grands pandas et la plus vaste étendue continue de leur habitat, ainsi que des petits pandas, des panthères des neiges et des panthères nébuleuses, toutes des espèces menacées de disparition sur notre Liste rouge. Sur le plan botanique, le site est riche d'une flore qui compte 6.000 espèces appartenant à plus de 1.000 genres.

LA PARUTION DE LA LISTE ROUGE LIE LA FONTE DES CALOTTES GLACIAIRES, LES ZONES ARIDES DÉSERTÉES ET LES OCÉANS VIDES

2006 a vu la publication d'une nouvelle Liste rouge de l'UICN élargie à 16.116 espèces menacées. Cet effort gargantuesque de 7.000 experts reste la pierre angulaire des connaissances et de l'information nécessaires pour planifier les actions de conservation et pour informer le public de leurs impacts.

La Liste rouge de l'UICN 2006 a révélé une tendance très nette : le taux de perte de la diversité biologique est en train d'augmenter et non de ralentir. Cette situation sérieuse a des implications considérables pour la productivité et la résilience des écosystèmes et de ceux qui en dépendent. La fonte estivale de la banquise a fait des ours polaires les victimes du réchauffement mondial, et l'on prédit une diminution de 30% de leur population. Sans qu'on s'en aperçoive, des déserts à l'agonie se vident d'une faune sauvage diverse et spécialisée, de la gazelle dama à l'oryx algazelle. Sur les 547 requins et raies figurant sur la Liste, 20% risquent l'extinction ; ceci confirme combien des espèces à croissance lente comme l'ange de mer ou le pocheteau gris sont exceptionnellement sensibles à la surpêche et disparaissent à un rythme sans précédent. Certaines espèces de poissons d'eau douce sont encore plus gravement touchées : 56% des 252 poissons d'eau douce endémiques de la région méditerranéenne sont menacés d'extinction ; en Afrique de l'Est, les impacts humains sur les milieux dulcicoles menacent plus d'un poisson d'eau douce sur quatre (28%). Inverser la tendance est possible, mais il faut se réveiller et prendre des mesures de protection urgentes.

NOTRE RÉACTION RAPIDE EN TEMPS DE GUERRE ENGAGE NOS MEMBRES EN PÉRIODE DE CRISE

Lorsque les humains se battent, la nature souffre aussi. L'Union, ses membres et ses Commissions, ont répondu en procédant à des évaluations et en encourageant la réparation de certains dommages au Liban.

Lorsque la guerre a éclaté au Liban, les membres de l'UICN ont signalé des bombardements dans les forêts et les aires protégées du sud du pays, et des tirs moins ciblés dans des aires protégées telles que la Réserve de cèdres de Al-Shouf, dans certains Sites Importants pour les Oiseaux et dans des zones humides protégées « Hima ».

Des centaines d'hectares de forêts vierges de chênes ont été incendiés, mais la pire catastrophe écologique survint après que des bombes ont atteint les stocks de carburant d'une centrale électrique sur la côte. En quelques minutes, 15.000 tonnes de pétrole brut toxique se sont répandues le long de 150 kilomètres de rivages intacts, polluant des sites de pontes des tortues marines et des zones de frayères, y compris la Réserve naturelle marine de Palm Islands, une zone humide Ramsar au large de Tripoli.

A la demande des membres, et en vertu de la Résolution 3 046 sur la conservation des régions de conflits violents au Moyen Orient, l'UICN a contacté son réseau de relations, impliqué les médias et constitué un groupe de travail composé du Secrétariat, de membres et de commissions pour aider le Gouvernement et le peuple libanais à évaluer les dommages écologiques, à établir des priorités pour la restauration et à susciter un support financier.

Dans les semaines qui ont suivi la marée noire, Green Line Lebanon, qui est membre de l'UICN, la CPEES et le Bureau régional du Secrétariat à Amman ont produit le premier rapport d'évaluation des dommages causés aux ressources naturelles, avec le soutien du Ministère libanais de l'Environnement et d'autres acteurs. Cette évaluation sert à guider les réponses que le Ministère libanais de l'Environnement et la communauté internationale pourront donner, et elle fut incluse dans le rapport du PNUD *Lebanon Rapid Environmental Assessment for Greening Recovery, Reconstruction and Reform – 2006*.

Nous avons contribué à récolter plus de 100.000 dollars US pour le nettoyage de Palm Islands et nous y avons impliqué 100 pêcheurs qui avaient été affectés. Ceci a entraîné l'apport de 400.000 dollars US supplémentaires de la Coopération suisse pour le nettoyage de la zone qui entoure Tripoli. L'UICN a réalisé une reconnaissance marine autour de la zone, en collaboration avec le Gouvernement et des scientifiques reconnus, et a recommandé des mesures réparatrices basées sur une évaluation détaillée de l'impact de la guerre sur la diversité biologique.

Notre expérience a démontré comment, en temps de crise, la coopération et le partenariat entre gouvernement et société civile s'avèrent plus solides, spécialement dans le cas de la protection des ressources naturelles et de la réponse rapide aux désastres. Ce travail montre aussi que la structure unique de l'UICN, avec ses membres, ses commissions et son Secrétariat, peut vraiment faire une différence lorsque c'est nécessaire.

PUBLICATIONS CLÉS ET RAPPORTS CRUCIAUX

• TALES OF WATER

Que signifie l'eau pour les enfants ?

Tales of Water raconte de rafraîchissantes histoires d'enfants. Ils y évoquent leurs liens personnels avec l'eau, les réalités de leur vie quotidienne et leurs rêves. Les enfants disent toute la vérité, et bien que beaucoup d'entre eux n'aient pas accès à l'eau potable ou à des sanitaires, ce livre montre que les enfants sont aussi pleins d'espoir pour un avenir meilleur.

• LA LISTE ROUGE 2006

Quel est le statut mondial de la diversité biologique et son évolution ?

La bonne nouvelle, c'est que le lancement de *la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées 2006* a suscité plus de curiosité que jamais. La mauvaise, c'est que la Liste a révélé un déclin continu du statut de la diversité mondiale des plantes et des animaux.

• GESTION DES AIRES PROTÉGÉES

Comment assurer la bonne gestion des parcs et des forêts

L'UICN a publié *Managing Protected Areas: A Global Guide*, le guide qui fait autorité sur les principes et pratiques de gestion des aires protégées. Il s'agit de la référence internationale destinée aux professionnels, scientifiques et étudiants du monde entier.

• CATASTROPHES « NATURELLES » ET HUMANITAIRES

Nous ne pouvons pas arrêter les désastres, mais nous pouvons en réduire les effets.

Les impacts catastrophiques peuvent être réduits et la récupération des moyens d'existence peut être accélérée en maintenant les infrastructures naturelles – dunes, mangroves, récifs coralliens, pentes boisées – fermement en place. *Ecosystems, Livelihoods and Disasters: An Integrated approach to disaster risk* management montre comment des écosystèmes intacts atténuent les dégâts provoqués et invite à une collaboration avec les équipes humanitaires d'urgence.

• POVERTY, HEALTH AND ECOSYSTEMS

En Asie, les plus pauvres dépendent de ressources qui se raréfient.

Les 16 études de cas reprises dans *Poverty, Health and Ecosystems: Experiences from Asia* illustrent les défis auxquels font face les ménages pauvres et tributaires de ressources naturelles à travers l'Asie. Dans huit ans, une masse sidérante de 1,2 à 1,5 milliard d'Asiatiques vivront encore avec moins de deux dollars US par jour. Pour eux, pour leur santé et leur bien-être de tous les jours, les écosystèmes s'avéreront cruciaux.

• GÉRER LE BLANCHIMENT DES CORAUX

Comment les récifs coralliens en bonne santé constituent le socle du bien-être de nombreuses sociétés

A Reef Manager's Guide to Coral Bleaching est bâti sur le savoir-faire de 50 experts ; ce guide est donc un must pour les gestionnaires de récifs de coraux, les professionnels de la conservation et tous ceux qui veulent des récifs de coraux sains et saufs dans ce climat en évolution.

TRAVAILLER SUR LES DÉFIS MONDIAUX

TRAVAILLER SUR LES DÉFIS MONDIAUX

1. S'ATTAQUER À LA PAUVRETÉ

Depuis des années, l'Union mondiale pour la nature révèle les liens qui existent entre le destin des hommes et celui de la nature. Cette connaissance de base nous permet de travailler sur les politiques globales et les actions locales pour réduire la pauvreté grâce à la conservation de la diversité biologique.

L'année passée, les décideurs ont bien reçu notre message disant que des écosystèmes biologiquement variés sont le fondement d'une économie solide et juste. L'UICN a rassemblé 450 participants issus de 60 gouvernements et sociétés civiles en vue de mieux intégrer la diversité biologique dans l'aide au développement. Dans les pays à bas revenus, 25% de la richesse totale provient de la nature, soit plus que toutes les formes de coopération au développement. Si nous voulons réellement engranger les dividendes de cette richesse naturelle, le développement doit confier aux populations le contrôle sur la nature, et l'UE doit conserver la diversité biologique à travers ses différentes formules d'assistance. L'UE a accueilli favorablement ce « Message de Paris » et nous allons contribuer à le traduire en politique.

L'UICN a donné le coup d'envoi à son « Initiative Conservation pour la Réduction de la Pauvreté » afin de prouver que l'environnement est un investissement pour le développement. Elle comprend 120 projets qui produisent des résultats pertinents pour la réduction de la pauvreté en milieu rural. L'année passée, nous avions 70 interventions planifiées ou en cours, ce qui constitue plus de 20% du Programme de l'UICN.

L'Initiative consiste en six sous-initiatives régionales ou mondiales, 31 projets régionaux en Afrique, Asie, Amérique latine et Asie de l'Ouest, 20 projets thématiques mondiaux, quatre domaines globaux d'intérêt commun, et 14 activités produisant des outils dynamiques. L'an prochain, l'UICN va engager davantage de nouveaux partenaires pour étendre et donner ses lettres de noblesse à cette initiative, dans le but d'améliorer à terme les moyens d'existence de 50 millions de personnes.

UNE UTILISATION ORIGINALE DES ZONES HUMIDES COMME SOURCE DE REVENUS AU BANGLADESH

Réduction de la pauvreté et conservation de la diversité biologique doivent parfois se réaliser dans des écosystèmes où les gens se

disputent l'accès et les ressources. Une solution innovante peut permettre les deux.

Les *Haors* – des complexes de zones humides et de plaines d'inondation au Bangladesh – produisent du poisson, contiennent des forêts marécageuses et régulent les flux d'eau. Mais ils sont également convoités comme terrains arables pour des cultures. D'où des conflits. L'UICN a introduit dans le nord du Bangladesh la pratique des jardins flottants, traditionnelle dans le sud du pays. Nous y avons utilisé des tiges de jacinthes d'eau, une plante envahissante, pour construire d'épaisses plateformes de flottaison, ou *baira*, qui permettent la culture de légumes en période de croissance et celle de jeunes plants en saison des pluies. Notre initiative pilote a permis de former 12 femmes et neuf hommes à la culture sur 27 bairas, pour un coût unitaire moyen d'environ 200–250 Taka ou 4,60 CHF. La valeur des récoltes produites a atteint 3.000 BDT ou 55 CHF par unité, soit un profit décuplé en l'espace de quatre mois. Aujourd'hui, des gens sans terre et marginalisés peuvent fabriquer un baira dans le haor durant la saison humide, utiliser les déchets comme engrais organique pour le jardinage d'hiver dans leur propres cultures, et assurer le contrôle des jacinthes d'eau toute l'année. Le succès du projet a incité le donateur à élargir le concept.

FAIRE DES FEMMES UNE PARTIE DE LA SOLUTION

70% des pauvres sont des femmes et la moitié des femmes pauvres sont intimement dépendantes d'une diversité biologique en bonne santé. Nos actions les aident à s'aider elles mêmes à acquérir de meilleurs moyens d'existence.

Pour plus de justice et de durabilité, l'UICN cherche à atteindre l'égalité entre les sexes à travers le monde. Nous avons forgé des coalitions de femmes, instauré des « règles d'or » pour des agences de développement et diffusé des notes d'information sur les rôles joués par les hommes et les femmes dans les questions d'énergie et de changement climatique. Nos interventions ont fait augmenter le nombre de femmes chefs d'entreprise et ont amené une répartition plus équitable des terres. Nous avons répondu à certains problèmes des femmes via le micro-crédit et relevé les revenus des femmes pour le ménage de 25 à 30%. En Afrique de l'Ouest, nous avons aidé les femmes de pêcheurs grâce à du petit matériel, des subventions de micro-crédit et la constitution de coopératives dirigées par des femmes. Elles ont augmenté le volume, la qualité et la vente des poissons et ont acquis une plus grande autonomie économique.

RESTAURER L'ENVIRONNEMENT POUR LA SÉCURITÉ ET L'AUTONOMIE DES RÉFUGIÉS

Les réfugiés exercent parfois une pression insoutenable en périphérie des zones affectées à leurs camps. Avec de l'expertise et de l'aide, nous pouvons restaurer l'environnement, garantir leurs ressources vitales et améliorer leur terrible existence.

L'UICN et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés offrent des services de planification environnementale dans les zones abritant des réfugiés au Soudan. La fourniture de 2 300 poêles à bois améliorés et l'introduction de meilleures techniques de cuisson ont entraîné la réduction de 40% de la consommation de bois et des économies d'échelle permettant d'autres investissements. En outre, nous avons contribué à planter 100.000 plantules dans les fermes, dans les zones communales et dans dix hectares de terrains agroforestiers irrigués. La vente de légumes provenant de ces terrains a représenté jusqu'à 70% des gains annuels de familles défavorisées, ce qui montre combien la restauration de l'environnement peut amener des impacts positifs immédiats sur les moyens d'existence et le développement. L'année prochaine, le partenariat UICN-UNHCR va s'étendre aux régions abritant des réfugiés à Djibouti, en Ethiopie et en Ouganda.

RECUEILLIR LE SAVOIR-FAIRE LOCAL EN VUE D'UN COMMERCE DURABLE

Il y a beaucoup de gens qui savent déjà comment gérer durablement les ressources ; ce savoir-faire peut être utilisé ailleurs pour générer des revenus et des débouchés commerciaux basés sur la gestion durable de ressources naturelles de valeur.

En Malaisie, la communauté Orang asli sait depuis longtemps comment organiser la récolte de bois d'Agar, un bois aromatique de grande valeur utilisé en médecine et en parfumerie. Son savoir traditionnel a été mis en valeur et combiné avec les connaissances d'autres acteurs pour développer des lignes directrices pour la gestion du bois d'Agar en Malaisie, qui en est un exportateur important. Par un processus participatif impliquant gouvernements et Secrétariat CITES, ces lignes directrices furent ensuite affinées au niveau international. En Chine, la promesse de ne se procurer le composé médicinal que de sources durables fut obtenue au travers du Groupe consultatif pour la médecine traditionnelle. En Afrique australe, nous avons contribué à promouvoir la gestion durable de la Griffe du diable, et des gouvernements nous ont demandé de réaliser un travail similaire sur le *Hoodia*, dans la mesure où le commerce de ces deux espèces de plantes médicinales procure une importante source de revenus au peuple San du Kalahari.

TRAVAILLER SUR LES DÉFIS MONDIAUX

2. FAIRE COMPRENDRE LA VALEUR DE LA NATURE

Les ressources naturelles dont on fait usage ont clairement une valeur, mais de nombreuses ressources qui ne sont pas directement utilisées en ont une également. Pouvoir mesurer cette valeur est essentiel si l'on veut convaincre les gens de mieux prendre soin des biens de la nature. Cela permet aussi d'établir les bases d'accords entre parties prenantes sur la manière de partager les coûts et les bénéfices d'une exploitation durable, d'améliorer la gestion des ressources naturelles et de concevoir des projets motivants et de nouvelles perspectives d'affaires.

Que vaut la Nature ? Cette question d'une simplicité désarmante a tracassé Adam Smith en personne, le père de l'économie, qui se demandait dans *The Wealth of Nations* pourquoi les gens payaient des fortunes pour des objets de luxe aussi inutiles que des diamants, mais rien pour un bien essentiel tel que l'eau. L'UICN aide à révéler la fortune qui se cache dans la diversité biologique et à en modifier la valeur marchande.

Nous encourageons l'évaluation économique rigoureuse des biens et services fournis par les écosystèmes afin de clarifier le rôle que ceux-ci jouent dans les moyens d'existence des pauvres et dans l'économie des nations.

En 2006, nous avons déterminé le prix de certains dégâts environnementaux, nous avons estimé le retour sur investissement de certains efforts de restauration et nous avons calculé les bénéfices produits par des écosystèmes sains. Nous avons également travaillé avec le secteur privé pour en estimer les impacts sur la diversité biologique et pour l'aider à devenir un « actionnaire » mieux informé sur les questions de la nature à la Convention sur la diversité biologique.

Notre effort le plus visible s'est judicieusement concentré sur les zones arides qui couvrent 40% de la surface terrestre, où vivent deux milliards de personnes et où les ressources en eau douce sont devenues plus rares et donc plus précieuses – comme des diamants.

PROUVER LA VALEUR DES ZONES ARIDES

Un fonctionnaire du gouvernement peut n'y voir qu'une savane désertique, mais les gens qui y vivent savent qu'elle joue un rôle vital dans leur existence. Donner une valeur à la richesse cachée des zones arides aide donc les décideurs à apprécier l'importance de ces biens naturels et à prendre de meilleures décisions pour le développement.

L'UICN a aidé des gouvernements à intégrer dans leurs plans de développement l'estimation des services fournis par les écosystèmes de zones arides. Dans des pays secs d'Afrique et d'Asie, où les statistiques officielles ont estimé la contribution des zones arides à 3,3% du PIB, de nouvelles études ont montré que la part réelle était au bas mot plus proche de 12%. Nous avons découvert que dans le Désert du Kalahari, le milieu de vie du peuple San qui est une minorité ethnique marginalisée, la collecte des produits de la brousse était systématiquement sous-évaluée pour tout ce qu'elle comprend de bois de chauffe, d'aliments et de plantes médicinales utilisées localement ou exportées dans le monde. La Griffe du diable par exemple, qui est la plus importante plante médicinale exploitée commercialement au Botswana, représentait une valeur d'environ 40.000 dollars US en 2005. Le *Hoodia*, une plante succulente qui supprime l'appétit, pourrait aussi contribuer à diversifier les moyens d'existence en milieu rural. L'arbre *Morula* et le cassier sauvage contiennent des cires et des lipides recherchés par l'industrie cosmétique. Nos recommandations ont incité certains pays arides à valoriser ces zones sèches en regard des marchés commerciaux. « Si le Botswana profitait de la valeur économique inexploitée du Désert du Kalahari, un nouveau secteur durable pourrait être créé, » a déclaré le Président de l'UICN Valli Moosa, en précisant que cette économie vivante « pourrait s'avérer aussi profitable que des diamants ».

DÉVOILER L'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE DU PASTORALISME

Les dernières informations prouvent que le pastoralisme extensif est une utilisation des zones arides plus efficace que le ranching commercial – et il est aussi plus durable. Ceci encourage les pays à regarder le pastoralisme d'un œil nouveau et à le considérer comme un mode de vie en soi et un secteur économique valable.

L'UICN a montré que les plans nationaux ont négligé les biens, les services et les autres valeurs du pastoralisme. Pourtant, dans des pays comme le Sénégal, le Niger et le Soudan, 80% du PIB agricole provient du lait, de la viande, de la laine, des peaux, du sang et des excréments d'animaux domestiques. L'année dernière, l'UICN a souligné que le pastoralisme est de deux à dix fois plus productif que les fermes commerciales dans des conditions comparables. Pourquoi ? En un mot : l'efficacité. Nous avons découvert que les pasteurs utilisent au mieux les ressources naturelles, spécialement là où le manque d'eau signifie que la meilleure stratégie consiste à suivre les pluies. Au lieu de provoquer la désertification, le pâturage peut même augmenter la biodiversité ; les excréments fertilisent le sol. En réalité, les pâturages retiennent le carbone dans le sol alors que le labourage des prairies peut libérer plus de carbone que la coupe d'une forêt. Peu à peu, nous avons assisté la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification à intégrer nos découvertes et nous avons encouragé le Mali, l'Ethiopie, le Kenya, le Pérou, l'Espagne, le Kirghizistan, le Maroc et l'Iran à procéder aussi à l'évaluation économique du pastoralisme.

CRÉER UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE AVEC UNE RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Des études qui intègrent économie et environnement peuvent révéler des perspectives de croissance inattendues. Le cas du Mozambique montre que certains des pays les plus pauvres d'Afrique pourraient éventuellement doubler les revenus et l'apport de protéines de leurs pêches par une gestion plus efficace..

La pêche, et particulièrement les fermes à crevettes, contribuent à hauteur de 80 millions de dollars US aux exportations du Mozambique. C'est aussi 2,2% de son PIB et 100.000 emplois de pêcheurs qui procurent nourriture et cash aux communautés côtières défavorisées. Mais le pays ne récolte que la moitié de ses prises potentielles de 300.000 tonnes par an. La formation dans le domaine de la gestion durable des pêches est quasi inexistante. La pêche, elle, reste une industrie commerciale désorganisée, risquée et mal comprise. Pour aider à augmenter les revenus de cette industrie, l'UICN a mis au point des comptabilités environnementales pour la gestion de pêches durables dans et autour de Maputo. Notre travail a aussi permis d'identifier des options de politique pour améliorer la taxation et l'emploi dans le secteur des pêches.

GÉNÉRER PLUS DE REVENUS POUR LES AIRES PROTÉGÉES ET POUR LES POPULATIONS

L'afflux de touristes qui veulent voir des beautés naturelles exceptionnelles apporte des devises étrangères précieuses pour les gouvernements comme pour les communautés. Nous avons montré que les gouvernements sous-évaluent leurs atouts naturels et comment ceux-ci peuvent générer plus de fonds pour gérer les parcs.

En trente ans, le Parc National des oiseaux du Djoudj, au Sénégal, a attiré des milliers de visiteurs qui ont accepté de payer pour observer la riche avifaune locale. L'année dernière, l'UICN leur a demandé combien ils seraient prêts à payer pour cela. En fait, les touristes accepteraient de payer trois à six fois plus cher que le prix d'entrée actuel. En 2002, avec des prix ainsi réévalués, le revenu total aurait été compris entre 120.000 et 220.000 Euros, qu'il faut comparer aux 30.000 Euros réellement perçus. Le fait de ne pas tenir compte de la vraie valeur des parcs résulte en un sous-financement chronique des aires protégées et un sous-investissement dans des équipements collectifs. Au Botswana, nous avons estimé la valeur du delta de l'Okavango, qui abrite quelque 80 espèces de poissons, 115 espèces de mammifères et 500 espèces d'oiseaux. Cette biodiversité génère un revenu brut de 200 millions de dollars US par le tourisme, c'est-à-dire 5% du PIB ou encore 40% de l'emploi dans le nord du Botswana. La compétition vient de l'agriculture, du pastoralisme, des fermes en zones arides ou « molapo », d'un revenu total net de 500.000 dollars US. Les ressources des zones humides contribuent à hauteur de 2,8 millions de dollars US nets par l'utilisation et la vente des ressources naturelles. Nos résultats vont aider à déterminer les options de gestion les plus économiquement viables pour l'Okavango.

PRÉSENTER UN RETOUR SUR INVESTISSEMENT DANS L'ENVIRONNEMENT

Une bonne évaluation peut révéler qu'investir dans des mesures de conservation est très raisonnable au point de vue économique et que le rendement est alors plus élevé que lors de la conversion de paysages naturels vers d'autres utilisations.

Notre étude conjointe a calculé la valeur économique du Haor de Hakaluki, une zone humide majeure qui est aussi une Aire écologique critique du Bangladesh. Nous avons découvert que la zone humide engendrait des bénéfices économiques significatifs, spécialement pour les pauvres. Sa valeur directe provient principalement de la pêche et de la culture de riz. Parmi ses valeurs indirectes, il faut tenir compte de la régulation du régime de l'eau dans le bassin versant, de la diversité biologique et de l'esthétique des lieux. Nous avons ensemble, très prudemment, estimé les biens et les services essentiels générés à 585,75 millions BDT par an (près de 11 millions de CHF), soit en moyenne 48.000 BDT (880 CHF) par hectare. Notre étude a aussi montré le haut rendement des mesures de conservation et a souligné la contribution économique importante de ces mesures au niveau de vie des pauvres. Les gouvernements local et national du Bangladesh ont bien accueilli nos résultats et vont les appliquer dans les haors de tout le pays.

AMÉLIORER L'ACCÈS DES FEMMES AU MARCHÉ GRÂCE À LA CERTIFICATION

Quand la certification peut prouver aux consommateurs que les producteurs sont socialement et environnementalement responsables, ils acceptent de payer davantage.

Les femmes d'Afrique australe qui vendent des produits naturels rencontrent des difficultés pour accéder au marché. Notre *Natural Futures Project* apporte une aide financière et technique pour aider les petites entreprises à obtenir une certification. Voyez le cas de la Coopérative des femmes namibiennes Eudafano, une association qui regroupe 4 000 femmes de milieu rural. Nous avons mis au point leur Système de Contrôle Interne pour la récolte, la fourniture et la transformation des produits naturels locaux. Nous avons aidé à former et à employer des inspecteurs à temps partiel qui ont passé deux mois à mettre sur la carte les ressources et les fermes. Nous avons montré aux producteurs locaux comment respecter les programmes bio. Le Système de Contrôle Interne a entraîné, en vue de la certification, une évaluation rigoureuse et complète des maisons, des fermes et de l'usine de la coopérative par l'agence régionale accréditée, EcoCert. Dès que le certificat officiel est accordé, la coopérative des femmes pourra compter sur une augmentation de 30% des revenus de la vente des produits.

TRAVAILLER SUR LES DÉFIS MONDIAUX

3. STABILISER LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Des guêpes asiatiques prolifèrent en Europe. Les stations de ski restent vertes en hiver. La toundra sibérienne voit son permafrost disparaître. Soudainement, les changements climatiques sont devenus les stars indésirables de la politique et des média. Réduire leurs causes est un défi qui nous est adressé à tous, et nous sommes de toutes façons obligés d'en affronter les conséquences.

Au croisement mondial des nations, de la société civile et du secteur privé, l'UICN occupe une position unique pour guider la réponse sur les deux fronts. Nous reconnaissons que le monde entier s'accroche aux énergies fossiles, mais nous travaillons dur avec les multinationales et les pays riches en pétrole pour trouver les moyens de diversifier la fourniture d'énergie, de réduire cette dépendance et de diminuer les émissions. Nous avons lancé une Initiative majeure « Energie, Ecosystèmes et Moyens d'existence » afin d'identifier et d'orienter le choix des énergies de demain.

En ce qui concerne les changements climatiques, nous aidons les nations à préparer leurs citoyens, leurs économies et leurs écosystèmes aux changements inévitables dont on annonce qu'ils arriveront plus vite et plus fort que prévu. Dans les régions montagneuses, nous avons créé des liens qui sauvegarderont les aires protégées de haute altitude et les communautés tiraillées entre des glaciers qui fondent et la toundra qui dégèle. En Afrique australe et dans le Sahel, nous avons prévenu que les cycles altérés de la pluviosité allaient réduire le flux des cours d'eau et laisser les populations rurales défavorisées encore plus vulnérables à la sécheresse. Comme les conflits et le manque de ressources génèrent des réfugiés, l'UICN a accru son assistance aux personnes déplacées, à ceux qui les accueillent, et à la restauration des écosystèmes qui les abritent.

Lors de la clôture de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Nairobi, nous avons lancé un appel, au nom de la justice, en faveur d'investissements immédiats dans des mesures efficaces d'adaptation aux changements climatiques. Nous avons dit qu'il ne fallait pas que les 800 millions de pauvres vivant en milieu rural paient pour des riches qui refusent de changer de comportement. Les produits qu'ils puisent dans la nature seront dramatiquement touchés par les impacts annoncés des changements climatiques suite à l'altération des chutes de pluie, l'augmentation de phénomènes extrêmes et d'autres changements spectaculaires – y compris l'extinction d'espèces et l'expansion des déserts.

Des années difficiles nous attendent… « à bon entendeur, salut ! ». Nous développons des sciences, des politiques et des techniques pour atténuer les changements ou nous y adapter, et pour apprendre à absorber les dégâts que nous continuons pourtant à provoquer nous-mêmes.

AIDER LA MAURITANIE À ÉVITER LES IMPACTS DE L'EXPLOITATION PÉTROLIÈRE

La recherche d'énergie entraîne l'exploration pétrolière dans de nouvelles régions, y compris là où elle présente des risques pour une vie et des moyens de subsistance abondants. L'UICN conseille pays et sociétés pour qu'ils évitent tout dommage, social comme environnemental.

Plusieurs semaines avant que commencent les premières extractions commerciales off-shore, le Gouvernement mauritanien a demandé à l'UICN de lui dire comment obtenir les meilleures garanties pour une sécurité environnementale et sociale à long terme, au moyen de standards, d'une législation et de compétences en exploitation pétrolière adaptés et de haute tenue. Le Chef de l'Etat a plus spécifiquement sollicité un support technique dans les domaines de l'exploitation pétrolière et de l'environnement. La côte mauritanienne est dotée de stocks de pêche extrêmement importants : tout accident ou marée noire seraient désastreux pour l'économie et la sécurité régionales. Par conséquent, un panel indépendant d'experts en exploitation pétrolière est en cours de constitution avec le cofinancement du Gouvernement mauritanien, ce qui prouve son intérêt pour le processus.

DES CONNAISSANCES AU SERVICE DE L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le défi : ceux qui sont le moins responsables des changements climatiques en subiront les pires impacts à cause de la pauvreté, de la géographie et du manque d'informations.

Pour le fleuve Pangani alimenté par le Kilimandjaro, la situation déjà dangereuse devrait s'aggraver. Le flux annuel moyen à l'embouchure est de 850 millions de m^3, mais la demande en eau dépasse ce volume. L'année dernière, l'UICN et ses partenaires ont décidé d'aborder cette crise de façon proactive. Nous avons terminé la première phase qui consistait en une évaluation du flux d'eau sur l'environnement du bassin. Cette étude a fourni aux parties prenantes de nouvelles données concernant les impacts socioéconomiques et environnementaux d'attributions excessives d'eau dans le bassin. La conviction qu'il fallait agir s'est répandue et, appuyés par la nouvelle *Tanzania Water Policy*, des « Forums du bassin hydrographique » négocient à présent des allocations d'eau équitables et durables qui vont réduire la dégradation du bassin et rendre les populations moins vulnérables aux changements climatiques.

AMÉLIORER LA RÉSILIENCE DES RÉCIFS DE CORAIL

Alors que les océans se réchauffent, les récifs de corail blanchissent et meurent. Ce sont 100 millions de personnes vivant sur les côtes qui en supportent les conséquences alors qu'elles dépendent des récifs pour leur nourriture, leurs revenus et leur survie.

L'UICN s'inquiète pour les récifs coralliens, qui sont l'un des écosystèmes marins les plus subtilement équilibrés, les plus fragiles et les plus menacés au monde. Peu de sociétés sont plus vulnérables que celles d'Afrique de l'Est et d'Asie du Sud. Pour les aider à « construire leur résilience », l'UICN a réuni l'année dernière d'éminents scientifiques et gestionnaires de récifs coralliens du monde entier pour faire la synthèse et publier leurs connaissances sur la résilience des récifs coralliens et des mangroves et pour accélérer la mise au point d'outils qui vont améliorer leur gestion face à un climat en évolution rapide. Notre groupe de travail a mis tout son savoir à la disposition d'un atelier qui s'est tenu à Malindi, au Kenya, pour former des gestionnaires de parcs marins venus de toute l'Afrique de l'Est. Nous avons tenu un atelier semblable à Colombo, au Sri Lanka, pour couvrir l'Asie du Sud. Tous deux ont permis de diffuser nos publications à travers le monde pour aider à la compréhension, la conservation et la gestion des récifs coralliens.

4. AMÉLIORER LA GOUVERNANCE ET LA DÉMOCRATIE

La bonne gouvernance et la démocratie dans la gestion durable des ressources naturelles et la justice dans leur utilisation sont au cœur du Programme de l'UICN. Celle-ci encourage ces aspects dans tout ce qu'elle fait, en toute sérénité et en fonction des circonstances locales.

En mettant au point un système uniforme d'identification basé sur l'ADN, les nations peuvent trouver l'origine d'un esturgeon pour sévir dans le marché noir sophistiqué du caviar. Nous avons aidé les états de l'aire de répartition de l'antilope saïga – le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et la Mongolie – à collaborer pour reconstituer les populations décimées. Nous avons aidé au développement d'un Standard International pour une Récolte Durable de Plantes Médicinales et Aromatiques. Il donne des indications spécifiques à toutes les parties prenantes pour un approvisionnement soutenable des 50.000 à 70.000 espèces végétales qui, dans le monde entier, sont utilisées en médecine traditionnelle et moderne. En mer, nous avons insisté auprès des Nations Unies pour qu'elles adoptent un nouveau langage en matière de pêche au chalut, qui attribue clairement aux chalutiers la responsabilité de respecter les fonds marins vulnérables.

En Afrique australe, nous avons coordonné avec des états souverains – l'Angola, la Namibie et le Botswana – et avec 150.000 acteurs privés, l'utilisation et la protection durables de l'écosystème du delta de l'Okavango contre « le supplice des mille coupures », comme le mauvais usage des sols, les droits de propriété fragiles, les espèces invasives et les déviations des cours d'eau en amont. Ailleurs, nous avons travaillé notre réseau de parlements pour qu'ils améliorent la gestion des forêts tropicales humides. Nous avons stimulé des débats ouverts sur la conservation dans des programmes radio. Nous avons obtenu 150 engagements concrets en matière de diversité biologique auprès de 12 gouvernements européens, d'autorités locales, de sociétés et d'ONG dans 30 pays. Nous avons consigné leurs paroles de façon très visible et nous les en tenons aujourd'hui responsables.

Dans la plupart des cas, la bonne gouvernance, l'inclusivité et la démocratie sont restées des processus difficiles. Mais tous ces partenariats de collaboration « maison » ont été conçus et nourris par les nations et les bassins versants où ils ont surgi volontairement. Notre approche douce de la démocratie peut être lente à prendre racine, mais ensuite elle devient quasi impossible à déloger.

AMÉLIORER LA GESTION DES FORÊTS

Les forêts offrent des biens et des services à une large gamme d'intéressés qui doivent donc se rassembler, exprimer leurs besoins et se mettre d'accord sur des structures adaptées à une gestion conjointe et à des emplois multiples.

Lorsque les Libériens sont sortis de la guerre civile, ils ont vu que leurs homologues ghanéens s'étaient déjà engagés dans un processus d'application des lois et de bonne gouvernance des forêts et qu'ils œuvraient activement en faveur d'une gestion durable de la forêt. Ils se sont demandé comment se joindre à eux et avoir un meilleur accès aux marchés internationaux du bois. L'UICN a organisé deux voyages d'études avec de nombreuses parties prenantes pour leur montrer. Elle a aidé le Liberia à entamer des discussions entre la *Forestry Development Authority*, des groupes issus de la société civile et des membres du secteur privé pour arriver à une meilleure compréhension du Plan d'Action de l'UE relatif à l'Application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT) ainsi qu'aux Accords de partenariat volontaire avec les pays producteurs. Après avoir, pendant des années, subi les sanctions des Nations Unies sur les exportations de grumes, la démarche du Liberia a prouvé l'engagement du pays à combattre les abattages illégaux et le commerce illégal de grumes qui y est associé. Au Ghana, l'UICN a réuni différents acteurs forestiers et a insisté pour que la société civile autochtone ait une voix plus prépondérante et plus variée dans la préparation gouvernementale aux négociations avec l'UE. Nous avons aussi appliqué notre approche multi-partenaires en Russie et en Asie du Sud. Nous travaillons pour élargir l'espace démocratique accordé au débat sociétal et aux choix de gestion des forêts.

RÉUNIR LES PARTIES PRENANTES POUR UNE GESTION DURABLE DE L'EAU

L'eau est une ressource convoitée ainsi qu'une source de tensions. Nous avons réuni les parties prenantes des bassins du Nil et du Komadugu-Yobé pour trouver des solutions acceptées par tous.

Pour promouvoir la coopération régionale entre les dix nations qui se partagent le Nil, la Banque mondiale a lancé l'Initiative du Bassin du Nil, d'un montant de 2 milliards de dollars US. Aujourd'hui, des organisations issues de la société civile viennent s'asseoir à la table grâce à dix Forums de dialogue nationaux. L'UICN a aidé à tisser ces fils isolés aux niveaux locaux, nationaux et régionaux en un véritable tissu de coopération. Nous avons réuni plusieurs forums nationaux, donné des formations en vue de l'allégement de la pauvreté par la gestion de l'eau et rassemblé des ONG pour nous assurer que les besoins des populations locales sont continuellement pris en compte dans la gestion du Nil. Au Nigeria, l'UICN a réuni les protagonistes de la région pour décider comment concilier les nombreux besoins en concurrence sur la rivière Komadugu-Yobé. Les négociations furent lentes mais suivies. En conséquence, le Gouvernement nigérian et six états du nord du Nigeria ont lancé un fonds fiduciaire de 12 millions de dollars US, qui sera plus tard porté à 125 millions de dollars US, pour un Plan de gestion du bassin versant afin de restaurer la rivière. Le président nigérian, Olusegun Obasanjo, a avalisé cette collaboration et a fait l'éloge de ses voisins du bassin du lac Tchad et des états nigérians responsables de la vie et des moyens de subsistance de quatre millions de gens : « Il n'y aura pas besoin de guerre pour les ressources naturelles si elles sont bien gérées ».

REVOIR LES LOIS SUR LES AIRES PROTÉGÉES EN CHINE ET AU VIETNAM

La gestion efficace des aires protégées requiert des lois claires et des institutions fortes.

Officiellement, la Chine protège 15% de son territoire, et le Vietnam 5%. En réalité, ces paysages restent vulnérables. L'année dernière, l'UICN a aidé les deux pays à renforcer les lois et les réglementations nationales qui régissent leurs aires protégées. Notre travail y reflétait les approches les plus progressistes en matière de création, de planification et de gestion. Les gouvernements se sont engagés à établir de nouvelles et de meilleures aires protégées qui engloberaient la gamme complète des écosystèmes. De même, leurs réformes légales sont plus flexibles, complètes et compréhensives envers les besoins des paysans pauvres qui pourraient dépendre des ressources naturelles des aires protégées. Les deux pays ont adapté la recommandation de l'UICN de diversifier leurs aires protégées, de préserver la diversité biologique et de maintenir en activité les services durables.

INTÉGRER LES VALEURS DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE DANS LES FORÊTS DE PRODUCTION

Les plantations répondent au besoin en grumes, mais elles peuvent aussi améliorer la valeur de la diversité biologique grâce à des approches correctes et de bons partenariats.

En collaborant étroitement avec les partenaires publics et privés, même de petits investissements peuvent récolter des dividendes majeurs pour la conservation. Pensons aux forêts « de production ». Bien gérées, elles peuvent compléter les aires protégées en enrichissant la mosaïque du paysage de façon favorable tant pour la diversité biologique que pour les personnes qui en dépendent quotidiennement. L'année dernière, nous avons aidé l'Organisation internationale des bois tropicaux à mettre au point de nouvelles lignes directrices pour la conservation de la diversité biologique, qui seront appliquées dans les forêts tropicales de production au Brésil, au Cameroun, en Guyane et en Indonésie. A long terme, notre but est de forger des alliances entre l'industrie du bois, les ONG et les nations pour en arriver à des forêts multifonctionnelles.

RESPONSABILISER LES FEMMES

Autonomiser les femmes reste un défi. L'UICN a partagé ses connaissances avec le PNUE.

Le PNUE a signé un accord avec l'UICN et a approuvé un Plan d'action Mondial sur le Genre que nous avions développé pour faire entrer dans le courant principal la question de genre, comme le demandent les Nations Unies. Le PNUE va travailler en interne et avec les partenaires aux niveaux national, régional et mondial pour promouvoir l'égalité et l'équité entre les sexes dans le secteur de l'environnement. Notre travail aide le PNUE à se conformer à une décennie d'engagements et aux standards mondiaux. Il montre aussi comment l'égalité des sexes et l'habilitation des femmes sont des conditions préalables importantes pour la conservation de l'environnement et le développement durable.

LE POISSON-NAPOLÉON INFLUENCE LES RÈGLES MONDIALES DU COMMERCE

La connaissance des réseaux qui commercialisent cette délicatesse a mené à une meilleure gouvernance, orientée vers un commerce légal et soutenable.

Des progrès significatifs ont été réalisés en ce qui concerne les mesures de gestion de ce poisson, vivant dans les récifs coralliens de l'Asie du Sud-Est jusqu'en Extrême-Orient, et qui est un mets délicat et de grande valeur commercialisé vivant dans les restaurants. Nous avons réalisé une étude multi-acteurs des réseaux commerciaux dans cinq provinces indonésiennes afin de nous en servir lors d'ateliers nationaux destinés à développer des outils de gestion et à réviser la politique en cours. Ces résultats furent portés alors au niveau international, où des représentants des gouvernements des pays producteurs et consommateurs acceptèrent les mesures visant à rendre ce commerce légal et soutenable. Une coopération régionale, des lignes directrices fondées sur la science pour l'utilisation durable des ressources, et une sensibilisation accrue quant à l'importance d'une pêche durable pour toutes les parties prenantes, tous ces ingrédients font partie de la recette. La recherche et le soutien accordé à l'Afrique du Sud pour la classification de son espèce endémique d'ormeau à l'Annexe III de la CITES ont aussi porté leurs fruits puisque cette espèce fait à présent l'objet de contrôles commerciaux internationaux plus stricts.

NOTRE SCIENCE DE LA CDB SUSCITE UNE CONVERGENCE HARMONIEUSE AU BRÉSIL

Le rôle clé de l'Union reste de traduire ses connaissances du statut de conservation et des pratiques en conseils pour une politique sensée pour les conventions internationales et leurs Parties.

Il y a 14 ans, au Brésil, les Etats ont adopté la Convention sur la Diversité Biologique, un événement historique. En 2006, suite à de très fortes attentes, la 8ème Conférence des Parties a exprimé sa volonté de réduire le taux de perte de la diversité biologique pour 2010, comme l'avaient approuvé les chefs d'état lors de deux sommets mondiaux. Avant cela, l'UICN avait distribué un « package » de 12 documents de prise de position, quatre feuillets d'information, une page web centrée sur la CDB et des communiqués électroniques. Avec les points focaux nationaux, nous avons organisé des réunions préparatoires régionales en Europe, en Afrique et dans des régions arabes. Durant la réunion même, la délégation de l'UICN a contribué avec les Indices de notre Liste rouge, aux données sur les espèces, au « coffre à outils » pour la communication et à Compte-à-rebours 2010. Dans le cas de 36 décisions, la CDB a salué notre autorité scientifique et adopté nos recommandations dans le domaine des indicateurs de mesure, de l'accès et du partage des bénéfices, de la diversité biologique marine, des zones arides, des aires protégées et des incitants pour impliquer le secteur privé.

LA MOITIÉ SILENCIEUSE DE LA PLANÈTE EST MAINTENANT SOUS LES FEUX DE LA RAMPE

La haute mer, qui représente 64% des océans, est longtemps restée sans contrôle. Mais peu à peu, les gouvernements établissent de façon très claire sa place dans l'agenda politique international.

On pensait que les océans recelaient des ressources inépuisables, inaccessibles pour la plupart à la convoitise humaine. Mais les nouvelles technologies ont montré combien ces écosystèmes sont réellement fragiles et limités, tout comme les espèces qui y vivent. La surpêche et la pêche destructrice et illégale requièrent de nouveaux modèles de gouvernance adaptés à ces étendues dépourvues jusqu'ici de toute réglementation. L'UICN pousse cet agenda lors de toutes les réunions, officielles ou non. Le résultat fut l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies d'une résolution sur la pêche dans la droite ligne de notre position : les Etats sont appelés à fermer les zones vulnérables à la pêche de fond pour décembre 2008 pour protéger la diversité biologique des zones pélagiques, et à surveiller les activités illégales en dressant une liste des bons et des mauvais bateaux.

TRAVAILLER SUR LES PRIORITÉS RÉGIONALES

L'AFRIQUE

En Afrique, l'UICN a réuni diverses parties prenantes venant de disciplines différentes, de limites de parcs différentes, d'écosystèmes et de pays différents, dans le but de préserver la diversité biologique tout en assurant le développement économique et la conciliation politique. Nous avons canalisé ces forces au profit des berges fluviales d'Afrique de l'Ouest, des forêts tropicales humides d'Afrique centrale, des côtes mais aussi des villes.

Chacun sait que l'Afrique a eu sa part de difficultés et que les changements climatiques peuvent perturber les hommes et la nature encore davantage. Ce qui est intéressant, c'est de voir comment, grâce à une conservation participative, le continent fait entendre sa voix et trouve des moyens pour améliorer sa sécurité.

UN SOWETO VERT

La restauration peut aussi avoir lieu dans les villes, où la nature peut revivre et embellir. Nous avons répondu à une demande de la ville de Soweto.

À l'extérieur de Johannesburg, l'UICN a commencé à travailler avec les communautés de Mapetla pour faire pousser 2010 arbres jusqu'à 3,5 mètres de haut dans le cadre d'une *Greening Soweto*. La communauté pourra s'enorgueillir de sa belle forêt urbaine au cœur d'un township négligé. Nous avons planté 6 000 jeunes pousses d'arbres indigènes, en réponse à la Convention sur la diversité biologique qui plaide pour la réhabilitation et la restauration des écosystèmes dégradés. L'année prochaine, les activités « vertes » consisteront à restaurer des zones humides et des corridors fluviaux, à y refaire le plein d'eau et y purifier l'air. En développant de nouveaux parcs comme le *Mapetla Park Amphitheatre*, l'initiative augmentera aussi le potentiel touristique de Soweto.

LUTTER CONTRE LES ESPÈCES ENVAHISSANTES

Les espèces envahissantes restent une malédiction qui suscite trop peu d'attention. Nous appuyons cette lutte au niveau national et local.

Les fermiers africains, qu'ils soient riches ou pauvres, ont toujours gardé à l'oeil les « mauvaises herbes ». Mais la dispersion d'espèces de plantes envahissantes a atteint des proportions qui dépassent les capacités locales et même nationales de réaction. L'année dernière, l'UICN a aidé quatre pays – l'Ethiopie, le Ghana, l'Ouganda et la Zambie – à constituer des unités spéciales de lutte contre les plantes envahissantes et a ensuite intégré leurs politiques et leur capacité de contrôler les invasions à l'intérieur et au-delà de leurs frontières. Dans la plaine d'inondation de la Kafue, la Zambie a engagé des acteurs locaux pour combattre *Mimosa pigra*, un buisson épineux qui menace le lechwe, la grue caronculée, les poissons, les amphibiens et les reptiles à l'intérieur du parc, tout comme les pâturages du bétail et les zones de pêche en eau douce, en dehors.

CODE DE CONDUITE DANS LE BASSIN DE LA VOLTA

Les nations qui se partagent le Bassin de la Volta ont accepté un Code de Conduite, premier pas vers une gestion participative.

Pour partager les ressources en eau du Bassin de la Volta, l'UICN a aidé les Gouvernements du Burkina Faso et du Ghana à adopter un Code de Conduite. Le Code encourage une approche de gestion intégrée, durable, équitable et participative. Face aux tensions croissantes, les participants reconnaissent que le Code a apporté une atmosphère constructive et détendue dans les discussions en cours. Ils le voient comme « un réel pacte pour la paix » entre les deux pays. L'Autorité du Bassin de la Volta, créée par les Ministres des six états riverains, va soutenir le Code, ce qui va lui conférer une dimension nouvelle pour élargir son champ d'opérations.

DES HISTOIRES VERTES VONT SUR LES ONDES

La sensibilisation publique peut donner de l'élan au développement et à la conservation.

L'UICN diffuse un des programmes radio les plus réussis d'Afrique centrale. Radio Environnement produit des magazines et des mini-programmes en français et en anglais. Ils permettent de sensibiliser les populations à des questions environnementales complexes et aident à améliorer la bonne gouvernance et la gestion durable des forêts tropicales humides d'Afrique centrale. Radio Environnement partage les leçons tirées de projets de terrain et élargit ainsi la portée et la transparence des activités et des préoccupations de l'UICN. Le mélange de musique, de débats en direct, de nouvelles utiles et d'interventions de personnalités explique pourquoi cette station pourrait s'étendre du Cameroun jusqu'à Kinshasa.

UN OCÉAN VIVANT D'UNE CÔTE À L'AUTRE

Le Programme Régional de Conservation de la zone Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest (PRCM) est une coalition de quelque 50 partenaires de sept pays qui unissent leurs forces pour sauvegarder des habitats critiques et orienter le développement côtier.

Un exemple de ce travail est la « Loi littorale » adoptée par le Gouvernement mauritanien, qui soutient la plupart des options de développement durable inclues dans le Plan Directeur National pour la Gestion des zones Côtières. Cet exemple unique au niveau régional est le résultat de plus de six ans de travail au cours desquels on a cartographié les ressources côtières, établi et géré des aires protégées, fourni des conseils sur l'exploitation pétrolière, sensibilisé et communiqué. Cette loi et ce plan stratégique confient à l'Unité Nationale de Gestion des zones Côtières les mandats et les outils nécessaires pour la planification et la surveillance continue des développements.

REMPLIR UN LAC QUI RÉTRÉCIT

La sécheresse, la forte demande et la désertification se sont combinées pour réduire la deuxième zone humide d'Afrique à une fraction de sa taille originale.

Pour aider à rendre au lac Tchad sa gloire passée d'un million de km², l'UICN a réalisé une analyse diagnostique de la dégradation continue des terres et des ressources en eau du bassin. Après avoir obtenu les données scientifiques les plus récentes, nous avons intégré les informations clés dans le travail de la Commission du Bassin du Lac Tchad. L'UICN a également entrepris plusieurs projets pilotes et a produit un plan pour la restauration du bassin du Tchad. Nous avons contribué à ramener les eaux dans la plaine d'inondation de la Logone et défini plusieurs plans de gestion villageois. Enfin, nous avons conçu des structures de subvention de bailleurs de fonds pour appuyer les villages au Cameroun, au Tchad, au Nigeria et au Niger.

POLLINISATION CROISÉE POUR LA GOUVERNANCE DES FORÊTS EN AFRIQUE CENTRALE

Les parlementaires nationaux peuvent démultiplier leur influence sur la bonne gestion des forêts en collaborant ensemble par-delà les frontières.

Pendant plus de dix ans, l'UICN a aidé les membres des parlements nationaux à participer à des conférences et des séminaires visant à l'amélioration de la bonne gouvernance des forêts tropicales humides d'Afrique centrale. Pour exploiter le potentiel de ces forêts, nous avons co-organisé la réunion qui fut à l'origine du Réseau des Parlementaires pour la gestion durable des écosystèmes de forêts denses et humides d'Afrique centrale. Nous avons réuni 100 sénateurs, parlementaires et autres personnes intéressées à une conférence conviée par le Parlement du Cameroun. La conférence a adopté la Déclaration et le Plan d'action de Yaoundé, qui définit les cibles nationales et régionales pour les réseaux : améliorer la surveillance continue des impacts du développement sur les forêts et lutter contre les délits transfrontaliers portant atteinte aux forêts.

TRAVAILLER SUR LES PRIORITÉS RÉGIONALES

LES AMÉRIQUES

En Amérique, l'UICN adopte la même approche, mais s'assure que les contextes locaux et nationaux sont mis en évidence et respectés. Notre approche instaure des standards de conservation élevés ainsi que les relations entre différents secteurs qui sont nécessaires pour les atteindre.

Dans le domaine de la promotion des groupes de base et pour la recherche en Amérique Centrale, nous avons créé un fonds grâce auquel les parties intéressées peuvent développer des outils et des activités relatives aux politiques environnementales. Nous avons financé 34 projets dans des domaines allant des déchets et des pesticides aux impacts de la libéralisation du commerce. De même, l'UICN a aidé à renforcer, à rationaliser, simplifier et moderniser les processus d'études d'impacts environnementaux de la construction et du tourisme en Amérique latine, sous forme de lignes directrices rigoureuses et faciles à utiliser.

Dans le secteur de la prospection minière, l'UICN a aidé l'*International Council on Mining and Metals* (Conseil international des mines et des métaux) à publier des lignes directrices pratiques sur la diversité biologique à l'usage des sociétés minières dans le cadre d'explorations préliminaires ou lors de la clôture des opérations. Nous en avons encouragé l'usage par le Guatemala et par Ottawa. Le dialogue entre l'UICN et l'*International Council on Mining and Metals* fut répliqué en Afrique du Sud, et l'Association minière du Canada a développé une politique destinée à préserver certains milieux naturels de l'incidence de ses activités intrusives.

Enfin, nous avons travaillé dur auprès des Nations Unies pour les convaincre que des cibles concernant la diversité biologique font partie intégrante des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Secrétaire Général a officiellement recommandé que l'Assemblée Générale des Nations Unies intègre l'objectif de 2010 sur la diversité biologique dans le cadre des OMD.

MENER LES PARTIES INTÉRESSÉES À L'EAU

Des plateformes multi-partenaires sont une étape importante pour la gestion des ressources en eau à usages multiples.

Les dialogues multi-partenaires de l'UICN au Mexique, au Guatemala et au Salvador permettent la coopération pour résoudre des problèmes, faire une planification conjointe et collaborer dans la gestion des ressources en eau. Notre processus aide les gens à tous les niveaux à coordonner de l'intérieur la gestion de l'eau et le développement communautaire. Des projets pilotes utilisent l'aquaculture, l'apiculture et la conservation des mangroves pour lier les services rendus par l'écosystème, l'amélioration

des moyens d'existence et la réduction des catastrophes naturelles. Cette réussite a encouragé le Gouvernement guatémaltèque d'appliquer ce modèle témoin dans tout le pays.

RÉPONDRE AUX DÉSASTRES

Lorsque le désastre frappe, il faut une aide d'urgence. Mais la préparation aux catastrophes peut aussi venir d'où on ne l'attendait pas.

Quelques heures seulement après que l'ouragan Stan avait traversé le Guatemala, les équipes du projet de l'UICN sur place et des collègues du Conseil Mondial de l'Eau ont pu aider à transporter des marchandises, à évacuer des victimes, à distribuer de l'eau et de la nourriture, à évaluer les dégâts de la tempête et à mobiliser des fonds pour la réhabilitation. Mais dans une large mesure, ce sont les communautés qui se sont aidées elles-mêmes. Cette capacité leur est venue au cours des années de travail sur le volcan Tacaná, sur la frontière mexico-guatémaltèque, où l'UICN a donné aux cultivateurs de café, aux maires, aux coopératives de femmes et aux groupes de jeunes, les moyens de gérer leurs bases de ressources et de protéger les services fournis par les bassins versants de la région. Lorsque Stan a frappé, nos investissements en temps et les alliances de collaboration ont payé, pendant que nous aidions les communautés à récupérer mais aussi à gérer de façon durable les bassins du Coatán et du Suchiate.

DES ALLIANCES QUI PORTENT LEURS PREMIERS FRUITS

En encourageant les organisations nationales et locales à travailler ensemble, on permet de partager les savoir-faire et de reproduire les approches qui réussissent.

L'UICN a lancé son projet *Alianzas* dans trois régions frontalières d'Amérique centrale afin de tester sur le terrain l'approche participative écosystémique pour la co-gestion des ressources naturelles partagées. L'approche a évolué pour devenir une proposition de Corridor biologique Monterrico-Barra de Santiago, entre le Guatemala et le Salvador. Nos plateformes transfrontalières de groupes intéressés ont partagé leurs idées et leurs outils, tels que des réchauds améliorés qui ont aidé les familles à économiser 70% de bois de feu et à réduire la pression et la compétition sur des forêts très fragiles. Au Panama, *Alianzas* a réuni 40 gouvernements locaux, ONG et organisations communautaires en vue de développer une stratégie cohérente de planification foncière pour la région insulaire de Bocas del Toro.

LES ROUTES À SUIVRE DANS LES ÉCOSYSTÈMES CONTINENTAUX

L'Amérique du Sud a besoin d'infrastructures pour ses transports ; seulement, la construction de nouvelles routes pourrait dévaster les extraordinaires paysages naturels du continent.

L'Initiative d'intégration de l'infrastructure régionale d'Amérique du sud (IIRSA) cherche à se développer au moyen de grands projets qui permettent d'échanger des biens et des idées. Mais l'impact des transports pourrait menacer les populations indigènes et les paysages biologiquement très diversifiés, au long de son trajet par le bassin de l'Amazone, les Andes tropicales, le Bouclier guyanais, le Pantanal et la Mata atlantique. Des partisans tout comme des détracteurs se sont tournés vers l'UICN pour une assistance. Nous avons collaboré à l'étude des impacts institutionnels et potentiels, rassemblé une large audience et diffusé des cartes murales stratégiques. Les acteurs clés ont défini notre niche comme celle d'un observateur permanent, dialoguant avec les parties prenantes, informant la société et anticipant les conflits. L'IIRSA est devenue un partenaire idéal et un véhicule pour la diffusion des orientations stratégiques régionales de l'UICN.

TRAVAILLER SUR LES PRIORITÉS RÉGIONALES

L'ASIE

Le Congrès mondial de la nature, à Bangkok en 2004, a suscité de l'enthousiasme, des informations nouvelles, des idées et des projets. Mais ce qu'il a réellement généré pour l'Asie, c'est la confiance dans le rôle de l'UICN en tant qu'agent intègre. En nous appuyant sur cette confiance, au Bangladesh, nous avons catalysé l'énergie du gouvernement, des entreprises et des ONG pour qu'ils évaluent les risques et les avantages des Organismes Génétiquement Modifiés.

Au Népal, nous avons réuni l'industrie hydroélectrique, des autorités et des populations concernées pour un échange sur le thème « Barrages et développement », afin d'envisager le développement des ressources en eau et en énergie. À Phuket, en Thaïlande, nous avons aidé à lancer, avec le PNUD et le PNUE, l'Initiative *Mangroves for the Future,* un programme qui regroupe plusieurs pays pour restaurer mangroves, récifs et estuaires en vue d'une sécurité économique et structurelle.

Au Béloutchistan, Pakistan, nous avons travaillé en étroite collaboration avec des chefs religieux pour intégrer les messages de la conservation dans leurs enseignements et en prêchant lors de divers fora islamiques. En RDP Lao, notre *Waters Dialogue* a fait connaître nos approches progressives aux 100 parties prenantes régionales à la gouvernance dans le bassin très sollicité du Mékong, à qui elles peuvent servir de solution en matière de gestion et en vue d'élargir le champ de décisions démocratiques au-delà des frontières. En outre, nous avons négocié un accord cadre de financement qui va rehausser dans toute la région le rôle du secrétariat comme agent intègre et bien informé.

DES AIRES PROTÉGÉES POUR LES TIGRES EN INDE

Les conflits entre les tigres et les communautés, dans un contexte de réduction de l'habitat, signifient qu'il faut trouver des solutions dans le lien qui unit les communautés, la pauvreté et les aires protégées.

Le tigre est devenu le catalyseur politique d'une gouvernance démocratique plus transparente. Nous avons travaillé avec l'Inde pour réduire la dépendance des communautés locales envers les ressources naturelles présentes dans les réserves de tigres, et nous avons proposé des approches tangibles et plus inclusives de la gestion de la faune et du développement. L'UICN a passé en revue 28 évaluations de réserves de tigres préparées par le Gouvernement indien. Suite à nos recommandations, le Ministère de l'Environnement et des Forêts a désormais institutionnalisé les évaluations périodiques ouvertes de plus de 500 aires protégées dans le pays afin d'assurer que les populations de tigres sont bien préservées et que leurs habitats sont gérés plus efficacement.

« VERDIR » LA RÉHABILITATION POUR UNE CROISSANCE ET UNE STABILITÉ À LONG TERME

Le Sri Lanka illustre bien le fait que la réhabilitation des zones frappées par des catastrophes nécessite un plan d'action environnemental intégré.

L'UICN cherche à garantir la durabilité en intégrant les aspects environnementaux dans tous les programmes de réhabilitation. Nous avons tendu la main à 29 sites répartis sur six bandes côtières du Sri Lanka, au bénéfice de quelque 49.500 personnes dont plus de la moitié étaient des femmes. Nous avons travaillé là dans le cadre d'un programme de petites subventions pour aider les communautés locales à replanter les mangroves dévastées, à établir des ceintures vertes côtières, à restaurer les écosystèmes de lagons, les jardins privés et les dunes de sable et à construire sur des sites de réinstallation « verts ». En même temps, nous assurions la fourniture d'équipement et la constitution de petites entreprises actives dans la transformation des aliments, l'artisanat et les pépinières.

DONNER AUX BALEINES UNE VOIX DANS LES NÉGOCIATIONS

Nous avons réuni un panel scientifique indépendant pour qu'il donne des avis sur la façon dont l'exploration pétrolière peut éviter des impacts sur la fragile population occidentale de baleines grises.

La population occidentale de baleines grises allait vers une collision avec les chantiers de développement pétrolier dans le Pacifique nord, jusqu'à ce que l'UICN et la *Sakhalin Energy Investment Company* se jettent à l'eau et fassent un brin de navigation avec elles. L'année dernière, cette société et ses prêteurs financiers ont mis sur pied, par l'intermédiaire de l'UICN, un panel stratégique de conseillers scientifiques pour planifier des mesures de conservation marine à long terme. Ce panel apporte des capacités significatives dans les secteurs du pétrole et du gaz, il renforce l'expérience de l'UICN en matière d'implication du secteur privé, et il accroît l'intérêt et la demande de services de l'UICN par de nouveaux partenaires potentiels du secteur privé.

COMPENSER LES OPPORTUNITÉS PERDUES

Lorsque les mesures de conservation restreignent les choix des communautés – par exemple lorsqu'il est interdit de récolter des ressources dans une aire protégée – la création de nouvelles opportunités peut constituer la clé de la compensation et la raison d'accepter la loi.

L'UICN a lancé *Strengthening Voices for Better Choices* afin d'aider les communautés à avoir une plus forte voix au chapitre du développement de moyens d'existence durables de leur choix. Lorsque des fermiers ont dû abandonner leur culture itinérante « chena » au profit de la conservation, ils ont cultivé des légumes dans leurs champs de riz en saison sèche pour remplacer les revenus perdus. Mais lorsque des intermédiaires racketteurs leur ont pris une grande partie de leurs gains, l'UICN a aidé à la formation d'une coopérative agricole qui faisait le lien direct entre les producteurs et le marché de gros. Cette initiative signifie qu'aujourd'hui, les fermiers reçoivent trois à quatre fois plus d'argent pour leurs légumes et, à long terme, que le système va les aider à devenir encore moins dépendants de la forêt et permettre de réduire les coupes de bois illégales.

TRAVAILLER SUR LES PRIORITÉS RÉGIONALES

L'ASIE CENTRALE ET OCCIDENTALE – L'AFRIQUE DU NORD

L'influence de notre présence encore relativement récente dans cette énorme région transcontinentale a grandi rapidement, aussi bien en raison de l'urgente nécessité que grâce aux réponses judicieuses données à des défis imprévus.

Le déclenchement de la guerre a mis à l'épreuve notre capacité de rassembler les parties prenantes en vue d'une restauration à partir de la base, ce qui, d'une certaine façon, a rendu les aires protégées plus solides qu'avant. Nous reconnaissons, certes, que l'urbanisation rapide crée un mouvement d'aspiration dans les milieux ruraux et fait glisser la pression démographique sur les ressources naturelles. Nous avons renforcé les aires protégées de la région grâce à des plans scientifiques, des réseaux d'experts, une pratique plus efficace et une coopération avec l'Arabie Saoudite, la Jordanie et le Liban.

MOBILISER LA RELIGION POUR LA CONSERVATION

La conservation est une partie intégrante de la religion. Nous avons pratiqué ce principe pour financer des activités de conservation.

L'année dernière, l'UICN a inauguré une approche économique novatrice de la conservation, en utilisant le concept du « Waqf », ou « dotation islamique » comme nouveau modèle de financement pour des projets environnementaux. Au Caire, avec le Conseil Arabe de l'Eau, nous avons organisé une conférence pour étudier comment le Waqf pourrait sécuriser l'approvisionnement en eau grâce à un fonds commun. Nous avons fait une synthèse des documents sur l'eau et l'Islam, sur l'économie de l'eau, et sur le Waqf et la gestion de l'eau, et nous avons réuni les érudits en Loi Islamique, environnement, économie et finance pour voir comment créer un tel fonds. Nous avons publié la synthèse des présentations et des études et avons produit en deux langues notre DVD « Waqf pour l'eau » comme outil supplémentaire pour aider à résoudre les problèmes d'eau de la région.

UN VRAI DÉFI POUR *FAIR TRADE JORDAN*

L'UICN a joué un rôle critique en établissant un partenariat unique entre les organisations de développement et de conservation de la nature en Jordanie. Bientôt, cette initiative va s'étendre à Oman et au Yémen.

Fair Trade Jordan (FTJ) est une initiative unique d'organisations non gouvernementales et de réseaux de petits producteurs et de fournisseurs de services locaux. Elle vise à renforcer des systèmes de commerce équitable en Jordanie, afin d'en retirer des bénéfices justes et durables. Facilitée au départ par l'UICN, cette alliance se compose du Bureau régional de l'UICN en Jordanie, de deux ONG locales, de la Société Royale pour la Conservation de la Nature et du Fonds Hachémite Jordanien pour le Développement Humain.

L'année dernière, l'Alliance FTJ a facilité un certain nombre d'ateliers pour mettre au point les principes majeurs du commerce équitable en Jordanie, auxquels ont participé des fournisseurs de services touristiques et des producteurs locaux. Ces principes incluent, entre autres, des salaires décents, des chances égales, l'emploi de ressources locales et l'utilisation durable des ressources naturelles.

Motivée par ces principes, l'Alliance FTJ a organisé des marchés éthiques destinés aux producteurs et aux consommateurs. Les résultats atteints comprennent une meilleure sensibilisation, un marché en croissance et un aperçu des contraintes commerciales, telles que la qualité des produits et les problèmes de conditionnement. L'Alliance a ensuite abordé ces problèmes en y introduisant l'expertise d'efforts réussis ailleurs dans le domaine de l'emballage et du marketing.

L'UICN WESCANA continuera à soutenir *Fair Trade Jordan* jusqu'à ce qu'il devienne une entité totalement indépendante et durable. Il représente une innovation qui peut susciter des répétitions dans d'autres endroits de la région, en vue de contribuer à y réduire la pauvreté et à y conserver la nature dans le contexte des systèmes commerciaux locaux.

AMÉLIORER LA GESTION DE L'EAU POUR PROMOUVOIR LA PAIX

L'approche écosystémique appliquée à la gestion de l'eau est un outil très efficace, mais sa mise en oeuvre requiert un renforcement des capacités.

L'UICN a lancé un projet de trois ans pour aider les pays de la région WESCANA à intégrer l'approche écosystémique dans leur gestion de l'eau. L'année dernière, nous avons mis au point une nouvelle base de données d'experts en eau, d'institutions et de publications et nous avons formé 60 participants à la sensibilisation relative aux problématiques de l'eau. Mais nous nous sommes aussi rendu compte de ce qui manquait. Après avoir identifié les lacunes principales qui empêchaient une bonne conservation de l'eau, nous avons constitué des centres d'expertise en Jordanie, en Tunisie, en Egypte et au Liban afin de combler celles-ci. Nous avons insisté auprès des décideurs politiques pour qu'ils adoptent l'approche écosystémique dans les défis que leur pose l'eau et nous avons encouragé les donateurs pour qu'ils financent des projets à long terme concernant l'eau, telle la restauration de la rivière Zarqa, en Jordanie.

TRAVAILLER SUR LES PRIORITÉS RÉGIONALES

L'EUROPE, LA RUSSIE ET LA CEI

En octobre dernier, à Barcelone, l'UICN a ancré les principes de la conservation, de la diversité biologique et du développement durable au sein de l'Europe. Nos y avons réuni 200 délégués venus de 37 gouvernements nationaux, de la Commission européenne, de cinq organisations des Nations Unies, de 88 ONG et de sociétés privées pour développer une nouvelle vision pour la nature en Europe au delà de 2010. Ce processus a impliqué tous les secteurs de la société et toutes les régions, ce qui assure à toutes les parties de pouvoir prétendre s'approprier la vision qui en découle. Les participants ont demandé d'y présenter la nature et ses services comme le fondement du bien-être économique et social.

Là où des frontières séparaient jadis l'Est et l'Ouest, nous voulons nous assurer que la nature puisse les réunir en 2010, par une « ceinture verte » européenne qui s'étende de la mer de Barents à la mer Noire. En préparant ce plan d'avance, nous avons intégré les communautés locales des régions limitrophes entre la Serbie et la Bulgarie, en Slovénie et dans les plaines d'inondation du Danube en Croatie, en Hongrie et en Serbie. En considérant la biodiversité comme un bien commun à tous, l'UICN montre comment les nations peuvent améliorer l'équité individuelle dans leurs sociétés.

« VERDIR » L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Face à l'évidence croissante des connections entre le bien-être environnemental et le bien-être humain, nous avons encouragé l'intégration d'activités de conservation dans l'aide européenne au développement.

Plus de 450 décideurs, experts et praticiens de l'environnement et du développement se sont joints à l'UICN et à la Commission européenne pour la conférence Biodiversité et Coopération européenne au Développement, à Paris. Le débat fut passionné et constructif sur les moyens d'arriver à ce que l'aide au développement contribue plus efficacement aux objectifs du Millénaire pour le développement et à l'objectif mondial de réduire significativement le rythme de perte en diversité biologique pour 2010. Les participants ont adopté le « Message de Paris » et ont produit quatre défis pour intégrer la diversité biologique dans le développement. Le Gouvernement finlandais a présenté le message à l'Union européenne qui y a fait bon accueil, et nous travaillons à présent avec eux pour traduire ce message dans les politiques.

GÉRER LA DERNIÈRE RIVIÈRE INTACTE D'EUROPE

Suite à leur accession à l'Union européenne, nous avons assisté les parties intéressées à mettre au point un plan de gestion intégrée de la Sava.

La Sava est une rivière naturelle restée encore très peu altérée qui prend sa source en Slovénie et coule ensuite à travers la Croatie et la Bosnie-Herzégovine avant de se déverser dans le Danube à Belgrade, en Serbie. Pour apaiser les tensions au sujet de l'eau, l'UICN a promu l'an dernier le développement d'un réseau écologique le long de la Sava, comme un instrument de conservation intégrant tourisme et agriculture durables, et sur la base d'une coopération transfrontalière entre institutions d'état et société civile. Nous avons développé un plan de gestion intégré du bassin fluvial basé sur l'aperçu des nombreuses valeurs biologiques de la Sava et de ses plaines inondables, qui met en connexion des aires protégées, des corridors écologiques et des zones tampons.

DÉROUTEMENT D'UN PIPELINE

Nos compétences techniques peuvent se combiner avec l'intelligence politique pour changer le cours de vastes projets d'infrastructures.

Le lac Baïkal contient plus d'eau douce que tous les Grands Lacs nord-américains pris ensemble, et en raison d'un isolement qui dure depuis 25 millions d'années, son évolution lui a valu le nom de « Galápagos de Russie ». Il héberge des poissons d'eau douce ainsi que des mammifères endémiques comme le phoque du Baïkal. Mais en 2003, l'UICN a manifesté son inquiétude au sujet des impacts négatifs d'un projet de pipeline de pétrole et de gaz planifié pour passer à seulement 800 mètres du lac. Ce bassin versant étant sujet à des tremblements de terre, les conséquences d'une fuite de pétrole pourraient être désastreuses et irréversibles pour la diversité biologique du lac. L'année dernière, une mission conjointe UNESCO/UICN a prévu de proposer que le lac Baïkal soit inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial en péril si la Russie persistait dans son projet. Elle ne l'a pas fait. Au contraire, le président Vladimir Poutine a dérouté le tracé du pipeline 40 km vers le nord, ce qui lui a gagné beaucoup d'estime pour sa sagesse.

TRAVAILLER SUR LES PRIORITÉS RÉGIONALES

LA MÉDITERRANÉE

L'UICN cherche à intégrer les diverses régions bordant cette unique mer grâce à ses programmes de conservation de la mer, des forêts et de l'eau douce. Nous envisageons la terre et la mer comme un seul écosystème en évolution constante, mais un écosystème qui peut être menacé par une exploitation irréfléchie et excessive.

Nous avons fait le lien entre commerce et plantes médicinales et nous avons combiné l'importance des connaissances traditionnelles locales à la portée mondiale de l' « e-commerce ». Nos différents projets tentent de protéger les paysages qui sont en dessous des vagues et les eaux qui traversent les terres arides.

Nous utilisons même les aires protégées pour jeter des ponts entre les frontières, y compris entre les célèbres « Colonnes d'Hercule » d'Espagne et du Maroc. Si la nature ne connaît pas de frontières entre le Nord et le Sud, entre Chrétiens et Musulmans, pourquoi en reconnaîtrions-nous ?

CONSERVATION À TRAVERS LA MER

L'Espagne et le Maroc ne sont distants que de quelques kilomètres. La conservation aussi a aidé leur esprit et leur cœur à se rapprocher.

L'UICN regarde au-delà des difficultés passées et concentrer son attention sur les domaines où les nations et les peuples peuvent se réunir ; dans le cas présent, c'est l'extraordinaire héritage naturel et culturel qui lie l'Espagne et le Maroc. L'UICN a donc apporté son soutien pour la reconnaissance du caractère exceptionnel de cet habitat par l'UNESCO. L'année dernière, ses recommandations ont mené à la création d'un système intercontinental pionnier de réserves entre le Maroc et l'Espagne qui intègre aussi bien des corridors terrestres que marins. La gestion de cette zone, qui couvre plus d'un million d'hectares, encourage la conservation et l'utilisation durable des ressources par les communautés locales.

PRÉPARER UNE RIVIERA « VERTE » EN LIBYE

Les plages, les ruines et l'héritage culturel uniques de la Libye ont suscité un développement non soutenable. L'UICN a aidé la Libye à organiser les changements.

L'UICN encourage le tourisme durable. L'année dernière, nous avons organisé le premier atelier sur le tourisme durable à Al-Bayda, en Libye. Dans ce pays, une collaboration entre les agences gouvernementales et les parties prenantes concernées peut faire une réelle différence. L'UICN a montré comment et où lier la politique nationale du tourisme aux atouts naturels et culturels du pays, avec le support d'un réseau national d'aires protégées et de parcs nationaux. En intégrant les objectifs de la conservation et les objectifs sociaux et économiques avec des outils de planification régulateurs, la Libye aidera ses communautés à obtenir un revenu du tourisme, ce qui est un élément clé d'une stratégie touristique durable.

L'OCÉANIE

Il y a deux ans, l'UICN a inauguré à Suva, Fidji, son Programme Océanie, une région qui couvre 15% de la surface de la planète et qui comprend l'Australie, la Nouvelle Zélande et des milliers d'îles du Pacifique comptant, au total, 550.000 kilomètres carrés. Le lancement du programme constitue la promesse d'un investissement majeur en temps, en énergie, en connaissances et en action, pour la conservation d'une région d'une richesse et d'une diversité biologiques et culturelles extraordinaires.

L'année dernière, une nouvelle équipe de gestion a littéralement volé en action. Elle a fait appel à toute l'étendue, l'expérience, la base de connaissances scientifiques et le réseau d'expertise de l'UICN dans le monde entier. Dès le départ, le programme a su que, dans cette région critique, il devrait répondre, en une approche collaborative, au blanchiment des coraux, à la montée du niveau des mers, aux changements climatiques et à l'envahissement d'espèces exotiques.

FAIRE DES VAGUES D'UN BORD À L'AUTRE DU PACIFIQUE

La moitié des plantes et des oiseaux d'Océanie est endémique, et ses habitants parlent 1.200 langues différentes. La complexité des problèmes de conservation et de développement ne peut être abordée que dans le cadre d'activités concertées.

L'année dernière, la nouvelle équipe de gestion du programme a soutenu le *Global Island Partnership*. C'est une initiative entre gouvernements, organisations régionales et quelques ONG du Pacifique, qui a pour but de traiter spécifiquement les questions concernant les modes de vie durables des petits Etats insulaires. L'équipe a commencé à faire une évaluation économique des avantages des aires protégées et de l'éradication des espèces envahissantes. L'UICN a aussi lancé, constitué et accueilli une équipe qui va s'intéresser à la gestion de la diversité biologique dans l'*Initiative Bioverseas* de l'Union européenne, et elle fut activement impliquée dans les programmes liés à la biodiversité dans les Régions ultrapériphériques et les Territoires d'outremer de l'UE, telle la Polynésie Française.

CONTRIBUTIONS DES DONATEURS 2006

(en milliers de francs suisses)

	FONDS ADMINISTRATIFS AFFECTÉS	FONDS DE PROJETS	TOTAL 2006
GOUVERNEMENTS			
AUSTRALIE	0	198	198
AUTRICHE	0	109	109
CANADA	769	2.205	2.973
SUISSE	3.763	3.696	7.459
DANEMARK	4.173	2.674	6.847
FINLANDE	0	760	760
FRANCE	1.212	700	1.912
ALLEMAGNE	0	926	925
IRLANDE	0	240	240
ITALIE	0	903	903
PAYS-BAS	4.288	24.870	29.159
NORVEGE	2.952	2.819	5.771
AFRIQUE DU SUD	0	448	448
SRI LANKA	0	37	37
ESPAGNE	9	1.047	1.057
SUEDE	5.032	5.981	11.012
ROYAUME-UNI	39	1.762	1.801
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	136	3.148	3.283
AUTRES GOUVERNEMENTS	1	578	579
TOTAL GOUVERNEMENTS	**22.374**	**53.102**	**75.475**
DONATEURS MULTILATERAUX			
BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT	0	557	557
CITES	0	1.076	1.076
EUROCONSULT	0	4	4
COMMISSION EUROPÉENNE	0	2.348	2.348
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE	0	32	32
PROGRAMME DES NATIONS UNIES DEVELOPPEMENT	5	4.748	4.753
PROGRAMME DES NATIONS UNIES ENVIRONNEMENT	4	1.208	1.212
UNESCO	2	758	760
BANQUE MONDIALE	0	1.107	1.107
AUTRES INSTITUTIONS DE L'ONU	0	352	352
AUTRES DONATEURS MULTILATERAUX	62	445	506
TOTAL DONATEURS MULTILATERAUX	**72**	**12.637**	**12.709**
ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES			
CONSERVATION INTERNATIONAL	7	707	714
HIVOS	0	128	128
INSTITUT INT. DE GESTION DES RESSOURCES EN EAU	0	107	107
RAMSAR	631	0	631
ORGANISATION INT. DES BOIS TROPICAUX	0	415	415
FONDS MONDIAL POUR LA NATURE	200	192	392
AUTRES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES	60	1.170	1.230
TOTAL ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES	**899**	**2.720**	**3.618**
FONDATIONS			
FONDATION INT. DU BANC D'ARGUIN	0	625	625
FORD FOUNDATION	0	624	624
W.K. KELLOGG FOUNDATION	0	516	516
MAC ARTHUR FOUNDATION	0	160	160
MAVA FONDATION POUR LA PROTECTION DE LA NATURE	0	636	636
FONDATION TOTAL	0	225	225
AUTRES FONDATIONS	214	1.035	1.249
TOTAL FONDATIONS	**214**	**3.822**	**4.035**
ENTREPRISES	1	1.831	1.832
AUTRES DONATEURS	2.378	2.053	4.431
PARTICULIERS	107	18	125
COTISATIONS MEMBRES	10.155	0	10.155
	36.197	**76.183**	**112.379**

DÉPENSES TOTALES 2006

(en milliers de francs suisses)

BUREAU DU DIRECTEUR GENERAL ET INITIATIVES SPECIALES	**1.213**
GROUPE DU PROGRAMME MONDIAL	**2.957**
ASIE	22.132
CANADA	906
AFRIQUE CENTRALE	2.480
AFRIQUE DE L'EST	7.139
EUROPE ET COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS	5.074
BUREAU MEDITERRANEEN	2.003
MESO-AMERIQUE	8.049
OCEANIE	102
AMERIQUE DU SUD	1.453
AFRIQUE AUSTRALE	7.518
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	3.105
ROYAUME-UNI	1.575
ASIE CENTRALE ET DE L'OUEST ET AFRIQUE DU NORD	1.407
AFRIQUE DE L'OUEST	8.248
SOUS-TOTAL PROGRAMMES REGIONAUX	**71.191**
SECTEUR PRIVE ET BIODIVERSITE	813
BUREAU DU CONSEILLER SCIENTIFIQUE EN CHEF	532
GESTION DES ECOSYSTEMES	762
DROIT DE L'ENVIRONNEMENT	1.899
PROGRAMME POUR LES FORETS	1.875
PROGRAMME MILIEUX MARINS	1.860
POLITIQUES, BIODIVERSITE ET ACCORDS INTERNATIONAUX	576
PROGRAMME AIRES PROTEGEES	1.800
CONSEILLERS SPECIAUX	182
PROGRAMME POUR LES ESPECES	2.496
TRAFFIC	332
EAU	1.844
SOUS-TOTAL PROGRAMMES THEMATIQUES	**14.971**
BUREAU DU DIRECTEUR DES STRATEGIES MONDIALES	1.433
COMMUNICATION, EDUCATION, PUBLICATIONS ET GESTION DE L'INFORMATION	1.819
MEMBRES ET GOUVERNANCE	1.325
FINANCES DE LA CONSERVATION ET RELATIONS AVEC LES DONATEURS	845
SOUS-TOTAL STRATEGIES MONDIALES ET COMMUNICATION	**5.422**
COMMISSION DE L'EDUCATION ET DE LA COMMUNICATION	201
COMMISSION DES POLITIQUES ECONOMIQUES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	281
COMMISSION DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT	358
COMMISSION DE LA GESTION DES ECOSYSTEMES	202
COMMISSION DE LA SAUVEGARDE DES ESPECES	263
COMMISSION MONDIALE DES AIRES PROTEGEES	197
SOUS-TOTAL FONDS D'EXPLOITATION DES COMMISSIONS	**1.502**
BUREAU DE LA DIRECTRICE DES OPERATIONS MONDIALES	614
GROUPE DES FINANCES MONDIALES	1.750
GROUPE DE GESTION DE L'INFORMATION	1.395
GROUPE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	1.079
ADMINISTRATION DU SIEGE	1.681
EVALUATION DES PERFORMANCES	313
VERIFICATION INTERNE	221
CONSEILLER JURIDIQUE	328
SOUS-TOTAL GROUPE DES OPERATIONS MONDIALES	**7.381**
FONDS D'INNOVATION 3I-C	136
AGRANDISSEMENT DU SIEGE	583
PROVISIONS POUR COTISATIONS	351
PROVISIONS POUR PERSONNEL	537
GAINS ET PERTES DE CHANGE	(669)
IMPUTATIONS INTERNES ET AUTRES	159
SOUS-TOTAL AUTRES	**1.096**
DEPENSES TOTALES	**105.734**
IMPUTATIONS FINANCIERES GENERALES TOTALES	(352)
GAINS ET PERTES DE CHANGE NETS GENERAUX	711
PROVISIONS ET PASSATIONS PAR PERTES ET PROFITS NETTES GENERALES	(816)
IMPUTATIONS INTERNES NETTES AUX PROJETS	(47)
SOUS-TOTAL DEPENSES HORS EXPLOITATION	**(505)**
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**105.229**

Répartition des fonds administratifs provenant des partenaires de l´UICN

(en milliers de francs suisses)

Donateurs multilatéraux	72	0%
Pays-Bas	4.288	12%
Membres	10.155	28%
Suisse	3.763	10%
Suède	5.032	14%
Norvège	2.952	8%
Danemark	4.173	12%
Organisations non gouvernementales	899	2%
Canada	769	2%
France	1.212	3%
Fondations	214	1%
Autres gouvernements	184	1%
Entreprises et autres donateurs	2.485	7%
Total:	**36.197**	

Répartition des fonds de projets provenant des partenaires de l´UICN

(en milliers de francs suisses)

Donateurs multilatéraux	12.637	17%
Pays-Bas	24.870	33%
Suisse	3.696	5%
Suède	5.981	8%
Norvège	2.819	4%
Danemark	2.674	4%
Organisations non gouvernementales	2.720	4%
Canada	2.205	3%
France	700	1%
Italie	903	1%
Royaume-Uni	1.762	2%
Etats-Unis d´Amérique	2.073	3%
Fondations	3.822	5%
Autres gouvernements	5.420	7%
Entreprises et autres donateurs	3.902	5%
Total:	**76.183**	

Contributions par catégories de donateurs

(en milliers de francs suisses)

Revenu		
Gouvernements	75.475	67%
Donateurs multilatéraux	12.709	11%
Membres	10.155	9%
Organisations non gouvernementales	3.618	3%
Entreprises	1.832	2%
Fondations	4.035	4%
Autres	4.555	4%
Total:	**112.379**	

Dépenses totales 2006

(en milliers de francs suisses)

Dépenses		
Programmes régionaux	71.191	67%
Sous-programmes thématiques mondiaux & Commissions	16.473	16%
Programme mondial	2.957	3%
Directeur général et initiatives spéciales	1.213	1%
Stratégies mondiales	5.422	5%
Opérations mondiales	7.381	7%
Autres	1.096	1%
Total:	**105.734**	

© PHOTOS

Couverture : Reuters/Gopal Chitrakar • Page 2 Izabela Kurdusiewicz • Page 3 UICN/Christian Laufenberg • Page 4 UICN, UICN, Marianela Cedeño Bonilla • Page 5 K. Wheeler, Grazia Borrini Feyerabend, UICN • Page 13 UICN/Ger Bergkamp • Page 14 UICN/Nils Häger • Page 15 UICN/David Sheppard • Page 16 UICN/Jean-Christophe Vié • Page 17 Reuters/Mohamed Azakir • Page 19 PRCM • Page 20 UICN/Philippe Tous • Page 21 UICN/Philippe Tous • Page 22 UICN/Brigitte Schuster • Page 23 Reuters/Florin Iorganda • Page 24 UICN Bangladesh/Haseeb Md. Irfanullah • Page 25 Reuters/Antony Njuguna • Page 26 Ray Berkelmans • Page 27 Stockphoto • Page 28 Tigele Mokobi • Page 29 UICN/Marco Calvo • Page 30 UICN/Christian Laufenberg • Page 31 Reuters • Page 32 Johannesburg City Parks • Page 33 Edgar Cleijne/Stillpictures • Page 34 Reuters/Rodney Joyce • Page 35 Reuters/Mariana Bazo • Page 36 Doug Cheeseman/Stillpictures • Page 37 Reuters/Tarmizy Harva • Page 38 Taco Anema • Page 39 UICN/Jim Thorsell • Page 40 Reuters/Laszlo Balogh • Page 41 Fred Bruemmer/Stillpictures • Page 42 NASA/JPL/NIMA • Page 43 Reuters/David Gray

Crédits

Publié par l'UICN, Gland, Suisse

Sous la direction de :
Jean-Yves Pirot et Elroy Bos

Illustrations et contrôle de qualité :
Cindy Craker et Deborah Murith

ISBN : 978-2-8317-0974-1

Rédigé par James Workman et Elroy Bos

Traduction : Jacqueline et Jean-Pierre d'Huart

Maquette et mise en page :
åtta design sàrl, Genève, Suisse

Imprimé par : SRO-Kundig, Châtelaine, Suisse

Imprimé sur : papier Munken Lynx FSC 120 gsm
obtenu à partir de fibres de bois provenant de
forêts bien gérées, certifiées selon les normes du
Forest Stewardship Council (FSC)

© 2007 Union internationale pour la conservation
de la nature et de ses ressources

UICN
Union mondiale pour la nature

Rue Mauverney 28
1196 Gland
Suisse

Tél +41 22 999 0000
Fax +41 22 999 0002
mail@iucn.org

www.iucn.org

Siège mondial